

faits, et de mêler le bruit des louanges, aux chants belliqueux de la grande armée.

Alors plus d'un Corse, vit mettre son dévouement en question. Dans bien plus d'une province du continent, l'amour pour la dynastie éclata avec plus d'enthousiasme que sur sa terre natale. Le nuage d'encens qui le déroba à la vue de ses compatriotes, ne s'élevait pas de nos montagnes. Il y avait plus de fidélité que d'ivresse dans les sentiments que nous lui vouâmes du temps où il régnait en maître sur l'Europe asservie. Ce ne fut qu'après sa chute, alors qu'il succomba sous l'effort des puissances coalisées, que la Corse, émue au touchant récit de ses malheurs, sentit renaître dans toute leur force, l'amour et la sympathie dont elle l'avait entouré au début de sa glorieuse carrière sous le ciel poétique de l'Italie. Trop généreux pour compter sévèrement avec l'infortune, il ne vint dans l'esprit de personne de lui demander compte de ce qu'il n'avait pas fait pour son pays.

Nous craignons que les justes reproches d'oubli et d'ingratitude envers son berceau, n'arrivent sur la terre d'exil, au milieu des outrages clameurs des Russes et des Prussiens.

Les griefs furent oubliés, nous ne nous souvînmes plus que de la gloire éclatante, dont le reflet nous protégeait encore contre les opiniâtres préventions de nos jaloux destructeurs. D'ailleurs il est pour le fondateur d'un nouvel et grand empire de ces hautes considérations de politique, qui ne permettent guère d'écouter les affections locales. Les liens de la naissance, les souvenirs du foyer paternel, le préoccupèrent beaucoup moins, que les grandes destinées de la France. Il devait en être ainsi; et nul d'entre nous, n'aura le triste courage de lui en faire un crime. Les trésors appartenant avant tout à la nation, et si pendant son règne il n'a connu et distingué ses compatriotes que sur les champs de bataille, si nous ne devons à son génie créateur ni voies de communications, ni établissements publics, ni prospérité matérielle, le tardif retour à des sentiments d'intérêt et d'affection; l'amer regret de n'avoir attesté par aucune fondation utile son attachement au pays natal, nous ont paru de nature à absoudre ses cendres de l'accusation d'ingratitude. C'est contre le sort des batailles que se sont élevées les douleurs de cette île délaissée. Supprimant nos doléances comme un outrage à la puissance déchue, nous n'avons plus accusé de nos malheurs que la lâche défection de ses généraux.

Le monument dont nous pressons la construction de toute l'ardeur de nos vœux, en est une preuve éclatante. Honte à ceux qui se jouent ainsi de ce qu'il y a de plus pur, de plus noble sur la terre, la vénération religieuse pour la mémoire du héros. Puisque ses cendres nous sont refusées que du moins, son auguste image, se reproduise partout sous le bronze et le marbre. Combien de temps nos places publiques seront-elles privées de leur plus bel ornement? Le voyageur étranger demande sa maison, on la lui montre; il cherche sa statue; il ne la voit nulle part. Et l'on ose parler encore d'admiration pour ses hauts faits, de respect pour son nom! Quand les Romains décernaient aux grands hommes les honneurs de l'apothéose, c'était en face de leur statue. La Corse a voulu imiter l'exemple de ce peuple roi. Mais sa volonté hautement manifestée et par des transports d'enthousiasme, et par les offrandes généreuses de toutes les opinions, qui, sur ce point, du moins, se sont fondus en un seul sentiment, est demeurée impuissante et stérile. Le secours de l'administration lui a manqué, et si l'on ne s'empresse pas de satisfaire sa juste impa-

tience, nous sommes sûrs, qu'elle se changera bientôt en une énergique improbation.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 18 au 24 mai.

LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota, avec passagers.
LIVOURNE, mistick *Conception*, c. Cardella, avec diverses marchandises.
PROPRIANO, gondole *Conception*, cap. Battestini, avec blé.
MARSEILLE, bœuf *Assomption*, c. Sactoni, avec futaillies vides.
FIUMORBO, bœuf *Conception*, cap. Alfonsi, avec écorce.
PROPRIANO, mistick *Conception*, capitaine Sisco, avec blé.
PROPRIANO, mistick *Antoinette*, capitaine Valzi, avec blé.
GENES, bœuf *Jénu-Marie*, capit. Bausa, avec pâte et riz.
TOULON, bateau à vapeur *Liamone*, capit. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.
LIVOURNE, mistick *Assomption*, cap. Valery, avec diverses marchandises.
LIVOURNE, bombarde *Saint-Charles*, c. Benigni, diverses marchandises.

DÉPARTS

Du 18 au 24 mai.

Pr. TOULON, bateau à vapeur *Liamone*, cap. Valzi, avec dépêches.
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota, avec passagers.
RIO, felouque *Vierge-des-Carmes*, capit. Solari, avec planches.
GENES, bœuf *Précurseur*, capitaine Sisco, avec bois.
MARSEILLE, goelette *Constance*, cap. Rogliano, avec huile.

ANNONCES ET AVIS.

Par jugement du vingt du courant mois, dûment enregistré, le tribunal de commerce séant à Bastia a ordonné la licitation par vente aux enchères publique, au plus offrant, du navire français (bœuf) le *St-Joseph*, jaugeant 25 tonneaux 54/94^e, proindivis entre les sieurs Louis Natalini et Antoine-Michel Mamberti de cette ville, ainsi que de ses agrès, appareils, ustensiles et chaloupe, en présence de M. Benedittini, juge audit tribunal et commissaire délégué en cette partie, assisté du greffier.

Par conséquence, le public est prévenu que ladite vente, aux enchères publiques, aura lieu samedi prochain, vingt-huit du courant, deux heures de relevée, dans la salle d'audience du même tribunal de commerce.

La première mise à prix est fixée à sept cent francs le tout.

Les personnes qui voudraient prendre connaissance du navire et des objets susdits, pourront se présenter au greffier du tribunal de commerce.

Le prix de la vente sera payé comptant. Bastia, le 24 mai 1836.

Le greffier dudit tribunal,
Signé A. D. MARFOTTI.

Aux termes de l'art. 476 du code de commerce, la réunion de tous les créanciers du nommé *Antoine Rossi*, ci-devant commerçant en cette ville,

pour procéder à la nomination des syndics provisoires de ladite faillite est fixée pour le 30 juin prochain, à heures du relevée, dans la salle du tribunal de commerce de Bastia.

Le juge commissaire provisoirement délégué,
Signé Mathieu ORRICA.

HENRI REINGANUM, banquier à Francfort y/M.

Prix de l'action 30 francs. **VENTE PAR ACTIONS.** Pour 100 francs 6 actions dont une rouge gagnant forcément.

six propriétés en Autriche.

1° 2° DEUX PALAIS à Vienne; 3° la Terre et le Château le MERLHOF en Styrie; 4° la Côte de PAAL avec ses riches vignobles; 5° la Terre de REHBACH en Styrie et la dime de 50 bien fonds; 6° Les Vignobles de DONN. En outre, 24,913 gains en argent de fr. 20,000, 10,000, 8,000, 5,000, etc. Prix de l'action: 20 fr. Pour 100 fr. six actions dont une rouge, qui concourt à un tirage privilégié de primes considérables; pour deux cent fr. 13 actions dont deux rouges. Le gain de Merlhof est exclusivement destiné aux actions rouges. Pour recevoir le prospectus français ou des actions, on est prié d'écrire directement sans affranchir à
HENRI REINGANUM,
Banquier et Receveur-général à Francfort s/M.

Le bulletin des Numéros gagnants sera adressé aux actionnaires franc de port.

LIBRAIRIE DE JEAN FABIANI.
Rue des Jésuites, à Bastia.

DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE,
6^e ÉDITION PUBLIÉE EN 1835,
2 volume in-4° reliés. Prix, 45 fr.

DE LA COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX.

Par M. HENRI DE PENSEY,
1 vol. in-8°. Prix 9 fr.

MANUEL DES JUSTICES DE PAIX.

Par M. LEVASSEUR,
Nouvelle édition revue par RONDONNEAU.
1 vol. in-°. Prix, 7 fr.

MANUEL MUNICIPAL

OU RÉPERTOIRE DES MAIRES, ADJOINTS, CONSEILLERS, JUGES DE PAIX, COMMISSAIRES DE POLICE, etc.

Par M. BOYARD.
2 vol. in-8°. Prix, 11 fr.

UFFIZIO DELLA B. V. MARIA,

AD USO DELLE CONFRATERNITE DELLA DIOCESI, NUOVA EDIZIONE ACCRESCIUTA E DILIGENTEMENTE RIVEDUTA.

Un volume in-4° rilegato in pelle, prezzo 5 fr.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. De l'Imprimerie de CÉSAR FABIANI.

MERCREDI 8 JUIN 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDI.

TROISIÈME ANNÉE, N° 82.

PRIX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT . . . 20
POUR L'ÉTRANGER . . . 24
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

ON S'ABONNE A BASTIA
AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

À l'Office-corresp. de L'ÉPÉELETIER BOUQUIN et C^e, rue N. D'Amé des victoires N° 18.
À la librairie correspondance de Pl. JUSTIN et C^e Place de la Bourse, N° 8; à la corresp. librai de J. F. PÉCARTIER et C^e rue Bourbon Villeneuve N° 15, ou l'on reçoit les abonnements pour l'ÉTRANGER FRANÇAIS.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



CORSE.

M. Limpérani, que des raisons de santé conduisent aux eaux de Casciana, en Toscane, est arrivé à Bastia le 6 de ce mois. Encore ému des nobles et patriotiques accents qu'il venait de faire entendre à la tribune, la population toute entière s'est portée à sa rencontre sans exception et sans aucune différence de partis. Le port présentait l'aspect le plus animé et le plus riant. Les bâtiments étaient pavés. Aux cris et aux transports unanimes d'enthousiasme qui éclataient sur le passage de l'honorable député, on eût dit que la patrie venait d'être sauvée d'un grand danger. C'est qu'en effet, la peinture que M. Mottet a fait de nos mœurs et de notre état social, les propositions de régime exceptionnel et de concentration de pouvoirs, qu'il n'a pas craint, après la révolution de juillet, de faire entendre au milieu d'une assemblée française, ont soulevé toutes les consciences; et la Corse, il est bien qu'on le sache, affronterait tous les dangers plutôt que de rétrograder aux temps de hideuse mémoire, où elle subissait le despotisme sanglant des Sionville et des Morand.

M. le Maire, Lota, à la tête du conseil municipal, et selon le vœu exprimé à l'unanimité dans une délibération sous la date du 4 juin, a prononcé le discours suivant:

Monsieur le Député,

« Le pays avait depuis long-temps la profonde conviction qu'il ne pouvait mieux faire que de mettre en vos mains la défense de ses intérêts; aussi, la réponse énergique que vous avez prononcée naguère à la tribune constitutionnelle, et qui a anéanti les sinistres préventions que l'on s'efforçait de faire peser sur la Corse, n'est qu'une preuve de plus de votre dévouement et de votre patriotisme éclairé. Je suis heureux d'être le premier, à votre arrivée parmi nous, à vous présen-

ter l'hommage de notre reconnaissance et nos félicitations.

« Les marins de Bastia qui vous entourent, viennent aussi vous exprimer, par mon organe, tout ce qu'ils sentent de reconnaissance pour vous, Monsieur le Député, qu'ils considèrent, désormais, comme le plus zélé défenseur de leurs droits. »

M. Limpérani a répondu:

Monsieur le Maire,

« Depuis que j'ai été appelé à l'honneur de représenter la Corse à la Chambre des Députés, tous mes efforts ont été constamment employés à faire connaître les besoins de ce département trop long-temps oublié, et à le défendre contre les injustes attaques, dont il a été si souvent l'objet. Cette mission m'a paru si noble et si grande que j'y ai consacré tous mes instants. Toutes les fois que l'occasion s'en est présentée, j'ai appelé l'attention de la Chambre et du gouvernement sur ce pays, pour lequel on a si peu fait jusqu'ici, et qui est, cependant, si français par le cœur de ses habitants. Dans la circonstance récente que vous me rappelez, Monsieur le Maire, j'ai pu m'assurer par la bienveillance avec laquelle la Chambre a accueilli mes paroles, que nous pouvons être tranquilles sur la conservation de toutes nos garanties constitutionnelles contre toutes les tentatives qui tendraient à nous en priver.

« Je suis profondément touché, Monsieur le Maire et cher concitoyen, de l'accueil que vous me faites. Déjà en traversant le port pour arriver jusqu'à vous, les flatteuses démonstrations de nos braves marins, de cette classe si intéressante, m'avaient fait pressentir que la population toute entière partageait les mêmes sentiments. J'en suis certain fier pour moi, quoique je sente que cette réception est au dessus de mon mérite; mais j'en suis surtout heureux pour mon pays, en ce que ce concours de tant de bons citoyens prouvera

que cette Corse, que l'on dit si divisée, ne l'est certainement pas, quand il s'agit de la défense de son honneur et de ses plus chères prérogatives. »

L'opinion publique continue à se prononcer très vivement contre le discours de M. Mottet. La ville de Dublin n'a pas repoussé avec plus de force et d'indignation le bill de réforme municipale d'Irlande. Notre réponse a paru trop pâle. On trouve que nous ne nous sommes pas élevés avec assez d'énergie contre ce qu'on appelle une injure aussi grave que gratuite contre un département français. La ville de Corté va protester à son tour dans une adresse contre la tentative de ravir à la Corse, cette terre classique de la liberté, les précieuses garanties du droit commun. Nous sommes Français, et nous serions indignés de ce beau nom, si jamais nous courbions la tête sous le joug honteux des lois exceptionnelles. Que l'on y prenne garde. La Corse ne consentira jamais à être traitée comme une colonie. Tels sont les sentiments qui animent les Français insulaires, et depuis Bonifacio jusqu'au Cap-Corse c'est un cri d'indignation contre le promoteur des mesures exceptionnelles. Jamais, en effet, la Corse n'a mieux mérité d'être placée sur le pied d'une parfaite égalité avec la mère-patrie.

Ce n'est pas sans étonnement que nous avons lu dans le *Journal LIBRE de la Corse* les réflexions qu'une feuille de la capitale publie au sujet des discours prononcés dans la séance du 18 mai par MM. Limpérani et Mottet. Il est assez singulier qu'on ait donné la préférence à un article empreint d'un bout à l'autre d'un esprit de malveillance, et dans lequel on n'hésite pas un seul instant à se prononcer pour l'opportunité des mesures exceptionnelles. Est-ce pour publier des opinions injurieuses au pays que l'abonnement de ce journal figure d'office aux budgets des communes? Il faut que nos lecteurs du continent sachent ce qu'est le *Journal LIBRE de la Corse*. C'est le journal de l'administration rédigé par M. le Préfet et son secrétaire. Le temps nous manque

pour refuter en détail les raisons mises en avant dans la vue de démontrer que la législation actuelle ne convient guère à la population corse, mais nous ne pouvons laisser sans réponse cette étrange assertion qu'elle n'est pas encore assez mûre pour l'institution du jury. Eh quoi ! c'est en présence des heureux résultats que nous avons obtenus, malgré le peu de soin donné par l'administration à la formation des listes des jurés, que l'on se demande si le jury convient sur un sol où la vendetta divise les familles ? Si l'est un fait invariablement établi, c'est que nulle part les jurés n'ont déployé autant d'énergie répressive. La série des condamnations nous dispense d'en dire davantage. Nous reviendrons sur cette importante matière en présentant le résumé des travaux de cette session ; c'est la meilleure réponse qu'on puisse donner à ceux qui mettent encore en question l'utilité du jury (1).

Nous n'examinerons pas ici la question du port d'armes. A notre avis les lois en vigueur sont suffisantes pour en réprimer l'abus. Le mal vient de ce qu'on ne sait pas les appliquer. N'est-il pas notoire en Corse que celle du 31 mai 1834 est demeurée pendant deux ans sans exécution ? Qu'on ne dise donc pas qu'il faut sortir du droit commun pour tarir la source du mal. Nous l'avons déjà fait observer, ce ne sont pas les lois répressives qui manquent aux fonctionnaires de ce département, ce sont les fonctionnaires qui manquent aux lois.

Le journal de l'administration a, d'ailleurs, perdu le droit de se montrer bien rigoureux sur le port des armes. N'est-il pas certain que lors du voyage de prince royal, la population ne se porta en armes sur son passage, que sur l'invitation même de M. le Préfet qui voulait ainsi, offrir au prince des scènes pittoresques ? M. le Préfet avait raison lorsqu'il comptait sur l'honneur national inné dans tous les Corses. Il ne fallait rien moins que le tact exquis dont ils ont donné tant de preuves pour qu'au milieu d'une réunion d'hommes armés aussi considérable, aucun accident ne vint troubler la joie générale. Mais comment concilier cette extrême facilité d'alors de la part de l'administration avec la rigueur excessive qu'elle montre aujourd'hui ?

Ces observations paraîtront, sans doute, superflues à nos compatriotes ; mais nous voulons prémunir nos lecteurs du continent, contre l'impression fâcheuse, que l'insertion de cet article ne manquerait pas de laisser dans leur esprit. Ils pourraient supposer que la réflexion a été favorable à l'opinion de M. Mottet. Voilà ce qui nous engage à dévoiler l'influence secrète sous laquelle le journal soi-disant libre est placé. L'opinion publique ne l'a jamais avoué pour son organe, et nous tenons beaucoup à ce qu'il reste avec le caractère qui lui appartient, celui d'une feuille officielle. Si M. le Préfet croit faire sa cour au ministère en provoquant des lois d'exception, il se trompe, car nous tenons d'une source certaine que le ministère a désapprouvé d'une manière formelle l'article qui a obtenu l'adhésion de l'administration en Corse et que le Journal LIBRE s'est empressé d'insérer dans ses colonnes.

(1) Dans la présente session des assises le jury a été déjà appelé à se prononcer sur 28 accusés, six seulement ont été acquittés. Encore faut-il remarquer qu'à l'égard de deux d'entre eux il y a eu désistement de l'accusation. Les deux précédentes sessions ont présenté la même proportion.

Savez-vous pourquoi les forêts ne sont pas exploitées, disait à la chambre étonnée notre procureur-général en développant son acte d'accusation contre la Corse, c'est qu'il est impossible de protéger un adjudicataire. J'en ai vu l'année dernière un qui a été ruiné par l'incendie de ses scieries.

Ce fait est grave. Nous sentons la nécessité de justifier le pays d'une pareille imputation. Il est dans ses intérêts que des capitalistes étrangers soient rassurés contre la chimérique appréhension de se voir arrêter dans l'exploitation de nos bois. Y a-t-il rien de plus odieux au monde que de représenter les Corses comme autant des vandales, prêts à employer la torche incendiaire pour arriver à la destruction des établissements industriels ? Qui ne fuirait point de cette terre sauvage et barbare ? Il ne faudrait y arriver que pour la maudire. Si les adjudicataires n'avaient aucune garantie contre de pareils dangers, si le produit des coupes et les travaux indispensables, que ces sortes d'entreprises entraînent, n'étaient pas à l'abri de l'enlèvement et de la dévastation, il est évident que ces belles forêts seraient perdues pour le trésor de l'état. Heureusement que tels ravages ne sont pas à redouter. Libre à M. Mottet de penser et de dire que le défaut de sécurité est le grand obstacle aux adjudications administratives. Bien simples seraient ceux qui se laisseraient effrayer par ces craintes vaines.

Les industriels qui, sur la foi de notre réputation de peuple hospitalier, viendraient acheter des arbres ou des terrains, n'auraient point à se repentir un jour d'avoir placé une honorable confiance dans les qualités et le caractère des habitants. Ce ne serait pas la première fois, d'ailleurs, que des étrangers auraient trouvé parmi nous une franche coopération et une loyale assistance. M. Mottet a voulu attendre la chambre sur la triste position d'un individu dont les scieries auraient été renversées. Nous répondrons, d'abord, que l'individu dont il parle n'était pas étranger. D'un autre côté, la justice est demeurée long-temps incertaine sur la véritable cause de l'incendie. L'opinion commune dans le canton où cet événement est arrivé, n'était pas éloignée de l'attribuer à la malveillance du dénonciateur ; d'autres l'expliquaient par la possibilité d'un incendie accidentel.

Quoi qu'il en soit, les jurés qui, certes, ne méritent plus le reproche d'une molle indulgence, ne purent, après un mûr examen, déceler dans les faits aucun des caractères du crime qualifié par l'accusation. Le prétendu incendiaire fut rendu à la liberté, et les habitants de son canton n'en poursuivent pas moins avec sécurité les exploitations de ce genre. Mais il fallait qu'à l'exemple de M. Robiquet, le député de Vacluse jetât l'alarme parmi les capitalistes du continent. Si telle n'était pas son intention, il faut convenir, du moins, que c'est là la triste impression, que ces imprudentes paroles laissent dans des esprits prévenus. Tout le bien que, par forme de correctif, il dit de la Corse dans les derniers paragraphes de son discours, ne saurait l'effacer. En lisant ce passage, ils demeurent sous le coup d'un sentiment pénible, et ils ne tremblent pas moins pour leur vie que pour leur fortune.

Les incendies sont moins fréquents ici que dans certaines provinces si fières de leur civilisation. Les Corses que pressent de violentes passions vont droit à la poitrine de l'ennemi. Le poison et l'incendie sont ordinairement le crime des lâches. C'est assez dire qu'on ne compte ici qu'un bien petit nombre. Nos annales criminelles que M. Mottet est censé connaître, sont-elles pour lui donner un démenti énergique.

Les Corses n'ont pas encore appris l'art infernal

de livrer au fer et aux flammes les granges et les fermes. Ce n'est pas dans nos montagnes que nous avons à repousser des bandes d'incendiaires.

« Je vous ai parlé des bandits », ajoute M. Mottet ; la Corse est le seul pays au monde où se soit un état, une position sociale, pour ainsi dire, d'être sous un mandat d'amener ou sous un arrêt de condamnation. »

Quelle absurde allégation ? Jamais peuple ne fut peint sous de plus noires couleurs ! Eh quoi ! c'est notre procureur-général qui tient ce langage, lui qui ne devrait point ignorer tout ce que les contumaces endurent de souffrances et de privations ?

La vie périlleuse du bandit, une position sociale ! Et pourquoi viennent-ils donc tous les jours frapper pontanément aux portes des cachots ? heureux de pouvoir échanger ainsi les périls et les misères de ce qu'il appelle un état, contre les rigueurs de la captivité et les terribles menaces de la cour d'assises. Si des hommes déclarés rebelles à la loi, privés de l'exercice de tous les droits de citoyen, et réduits à trainer de grotte en grotte une existence toute de dangers et d'alarmes, étaient aussi contents de leur position que le prétend le député de Vacluse, les verrions nous placer sans regret la barrière des mers entre eux et leurs plus chères affections ? Se condamne-t-on à un bannissement volontaire quand on trouve au sein du pays natal tout ce qui peut rendre l'existence agréable ? Il est de fait, cependant, que le nombre des bandits a diminué dans une proportion tellement décroissante, que dans quelques années nous en serons complètement débarrassés. Déjà les plus redoutables d'entre eux sont tombés ou sous le glaive de la justice, ou sous les coups de la force armée.

Nous défions M. Mottet, si on en excepte trois ou quatre, de citer encore de ces bandits terribles qui, forcés de crimes, trouvaient dans la terreur de leur renommée, une sauve-garde contre les poursuites de la force publique. Il devient donc inutile de sortir du droit commun pour atteindre le but désiré. Les mesures préventives pour assurer l'exécution des lois, ont pu être nécessaires à une époque où, exaspérés par le brutal régime du sabre, les Corses avaient pris en horreur toute autorité arbitraire, et ne contenaient qu'avec effort, leur légitime indignation. Jeune encore, notre imagination resta long-temps frappée d'un douloureux spectacle. Ne vîmes-nous pas des populations proscrites en masse, des femmes suivre en pleurant la longue chaîne de plus de 180 Fiumorbas destinées à la détention dans les tours de Toulon ? des enfants en bas âge, se traînant avec peine sur les pas de leurs pères, dont les mains garottées ne pouvaient pas même recevoir le morceau de pain qu'ils leur apportaient du village désert ? Ne vîmes-nous pas des commissions militaires improvisées envoyer sur l'esplanade de Saint-Nicolas 13 de ces malheureux pour y être passés sous les armes au milieu de la consternation générale ? Voilà les bienfaits du régime exceptionnel, voilà où nous conduirait bientôt la concentration de tous les pouvoirs en une seule main.

Veut-on une nouvelle preuve que la Corse est en voie de progrès et que les mesures anti-légales ne sont bonnes qu'à arrêter le mouvement de la civilisation. Qu'on se demande ce qu'était le Fiumorba sous l'empire du régime exceptionnel ? Un repaire de bandits, l'asile de toutes les misères. Aujourd'hui, au contraire, sa population s'est accrue, l'aisance a pénétré dans tous les hameaux, et, nulle part, les lois ne sont mieux observées que dans ce canton.

Sous l'empire, plusieurs départements du con-

tinrent furent mis aussi hors des limites de la constitution. La procédure par jurés n'y fut-elle pas suspendue ? La France s'y résigna. Pouvions-nous résister à la volonté de fer de l'Empereur ? Mais après la charte révisée, lorsque le sentiment de la légalité a pénétré bien avant dans nos esprits et nos mœurs, proposer des mesures institutionnelles, n'est-ce pas de la déraison ?

« Avez-vous tort de dire, ajoute pourtant M. Mottet, que vos magistrats et vos lois étaient impuissantes ? » Ne pourrions-nous pas répondre que le mal ne vient jamais de l'insuffisance de la loi, car les gouvernements qui s'appuient sur l'opinion sont toujours forts, mais de l'incapacité ou de la faiblesse de leurs agents ? Nous ferons observer d'un autre côté, qu'à nulle autre époque de son histoire la Corse n'eut moins besoin de mesures extra-légales. En effet, les mœurs s'adouci-

rent, les crimes sont plus rares, les autorités mieux respectées, l'agriculture y fait tous les jours des progrès étonnants, l'instruction primaire s'y propage d'une manière non moins rapide, le large désir d'une amélioration progressive pénétre dans toutes les classes, et jamais elle n'atteignit à un plus haut degré de prospérité matérielle. Nous n'aimons pas à faire des comparaisons, surtout lorsqu'elles pourraient blesser nos concitoyens d'outre-mer, mais le discours de M. Mottet nous conduit tout naturellement à lui demander si le département qu'il représente à la chambre ne fournit pas à l'histoire des pages cent fois plus hideuses, que le sombre tableau où il s'est amusé à nous peindre sous des traits qui ne furent jamais les nôtres. Qu'on rapproche les faits et les dates, et qu'on dise ensuite de quel côté sont les instincts sanguinaires, les meurtres et les ravages. Nos annales criminelles, ne renferment rien qui approche des horreurs de certaines réactions politiques. Ce n'est pas pour son département préventives. Les douces du régime exceptionnel, il le réserve pour la Corse. C'est ainsi qu'il croit appeler l'attention de la chambre sur ce département français. Sa déplorable position est telle que, dans son opinion, on ne saurait y remédier autrement. Nous sommes fort sensibles à l'expression de ses touchantes inquiétudes. Mais que M. Mottet se rassure, la Corse n'est pas aussi malheureuse que son discours pourrait le faire supposer. La nature a déposé dans son sein des éléments de prospérité et de grandeur. Les pouvoirs discrétionnaires, qu'il voudrait réunir dans une seule main, bien loin d'amener à d'heureux résultats, imprimeraient au pays une marche rétrograde. Telle est l'opinion de tous les hommes sensés et à vues utiles, qui ont fait une étude approfondie de son état actuel.

Cet aperçu infidèle de nos mœurs, manque complètement de ce qui aurait pu frapper l'attention de la chambre et donner le mérite de l'opportunité à ces sinistres paroles ; nous voulons parler de la réalité contemporaine. Certes, il faudrait remonter bien avant dans le passé pour trouver quelques traits de ressemblance, entre cette étrange peinture et l'ensemble de nos habitudes actuelles.

Les cassis qui rendent périlleux le passage de Caporalino, ont brisé l'essieu de la diligence partie samedi dernier d'Ajaccio. On aurait pu à l'aide de quelques réparations urgentes prévenir de pareils accidents. — Les cantonniers se sont très bien conduits dans cette circonstance. Les voyageurs en ont été quittes par la peur et on n'a aucun accident à déplorer.

L'abondante récolte des olives doit être un puissant encouragement à ce genre de culture. Tout le monde sait, que cet arbre vient naturellement dans les contrées maritimes et méridionales de l'Europe. On l'a tellement senti, que dans plusieurs cantons ruraux, on coupe les châtaigniers pour mettre à leur place des plants d'oliviers. C'est ainsi que dans quelques années plusieurs communes de l'intérieur n'auront rien à envier aux provinces de Nebbio et de Balagne. Ces sortes de plantations se propagent et s'étendent avec une telle rapidité, que des collines d'une vaste étendue et des plaines incultes, se couvrent tout-à-coup d'oliviers verdoyants dont la vigoureuse croissance étonnerait l'agronome étranger.

Pour être riches, les Corses n'auraient besoin que de partager une partie de leurs temps, entre la plantation des mûriers et celle des oliviers. Il suffit de creuser la terre, ou de greffer tous les oliviers sauvages qui semblent n'attendre que la main et les soins de l'agronome, pour les dédommager avec usure des dépenses et des fatigues auxquelles ils se livrent à certaines époques de l'année.

Il est vrai que les invasions étrangères, en portant le ravage au sein des populations laborieuses, ont été une cause permanente de désastres et de misère. Au lieu de s'en prendre à ce qu'on appelle l'aversion invincible des insulaires pour les travaux agricoles, que n'accusait plutôt le sénat de Gènes, dont la guerre injuste recula d'un siècle l'ère de notre prospérité matérielle ? Aujourd'hui que nous n'avons plus à lutter contre l'oppression étrangère, aujourd'hui que les droits dont nous étions si jaloux, la liberté et l'indépendance, nous sont garantis par la constitution d'un grand peuple, avec quelle ardeur ne pouvons-nous pas exploiter notre sol ? Qui nous empêche de marcher de pair avec les contrées les plus agricoles du continent ? Nulle part les arbres d'oliviers ne croissent avec plus de vigueur ; nulle part, assurément, on ne pourrait en tirer de plus grands avantages.

Nous tenons de bonne source, qu'il est en Balagne un propriétaire dont la récolte des olives, a porté le revenu de plus de cinquante mille francs.

Il n'est donc pas vrai que le département de la Corse soit aussi pauvre qu'on se plaît à le répéter. Veut-on que l'aisance et le bien-être portent partout le bonheur dans la vie, l'activité dans les travaux des champs, le mouvement dans le commerce ? Désire-t-on que la somme des impôts atteigne un chiffre élevé ? que le pays, enfin, s'avance rapidement dans les voies des progrès utiles et de la civilisation ? qu'on laisse de côté toutes ces utopies, bonnes seulement à amuser les niais. L'avenir que nous appelons de nos vœux, est ailleurs. C'est dans l'ouverture et l'achèvement des routes que réside le bien-être réel de la Corse ; c'est dans une meilleure appréciation de nos qualités morales ; c'est dans le soin assidu que l'on mettra à planter des milliers d'arbres fruitiers ; c'est dans l'application de bonnes méthodes agricoles aux travaux des champs, que nous devons chercher les éléments de la richesse territoriale et les garanties de la sécurité publique.

C'est déjà un bonheur pour nous que de voir les villageois mieux vêtus, mieux nourris et plus contents. Le numéraire circule dans les communes les plus pauvres. Nous ne parlerons pas de la Balagne, où la vente et l'exportation de l'huile, a fait entrer des millions. Mais l'année 1836 marquera dans nos annales, comme une époque de bien-être et d'abondance pour la Corse en général.

M. L. Dufilhol qui n'épargne rien pour imprimer une utile direction aux études nous prie d'insérer la lettre suivante :

A M. le rédacteur de L'INSULAIRE FRANÇAIS.

Monsieur,

Dans l'intérêt de l'instruction secondaire, je vous prie de faire connaître au public les faits relatifs à l'inspection que je viens de terminer au collège de Bastia : les conséquences de ces faits seront faciles à déduire.

Convaincu que la publicité des opérations est le seul moyen efficace de soutenir les établissements contre les erreurs de l'opinion publique, j'ai prié M. le Maire d'inviter MM. les membres du conseil municipal à honorer de leur présence l'examen que je devais faire. Pareille invitation a été adressée à MM. les membres du bureau d'administration. Plusieurs personnes recommandables par l'étendue de leurs connaissances, plusieurs pères de familles ont répondu à notre appel, et c'est en leur présence que nous avons interrogé nos jeunes et intéressants élèves. Nous avons toutefois regretté que les occupations de beaucoup de personnes les aient empêchées d'assister, comme nous le désirions, à ces exercices littéraires.

En tenant compte des difficultés qui doivent nécessairement environner un établissement remis en exercice depuis seize mois seulement, je dois à la justice de déclarer que les résultats ont dépassé mon attente. Je ne veux pas ici faire un procès-verbal, ce serait nuire gratuitement au lecteur ; il me suffira d'énoncer les faits généraux et les perfectionnements prochains, et de m'enorgueillir de beaucoup de personnes les aient empêchées d'assister, comme nous le désirions, à ces exercices littéraires.

Dans toutes les classes j'ai trouvé une bonne explication des auteurs latins. L'étude du grec est régularisée : elle commence en sixième et se continue de classe en classe. On a expliqué et analysé les fables d'Esopé, les dialogues de Lucien, un livre de la cyropédie et la vie de Cicéron par Plutarque : l'étude de quelques poètes terminera l'année. Les élèves de mathématiques ont pu répondre sur l'arithmétique, la géométrie et les éléments de trigonométrie. La dissertation philosophique a été remarquable. On a vu et bien appris en physique tout ce qui concerne les éléments de mécanique appliquée aux corps solides, liquides et gazeux, toute la théorie du calorique et des vapeurs ; de plus les éléments de chimie.

Une étude plus approfondie de la langue française, et cela, non seulement dans une classe particulière, mais dans toutes les classes ; une distribution plus méthodique des différentes parties de l'histoire et de la géographie attribuées à chaque professeur ; des conférences normales entre les professeurs, pour donner à l'enseignement tout l'ensemble désirable ; des assemblées régulières du bureau d'administration au moins une fois par mois et au collège même ; la visite trimestrielle des classes, avec des examens auxquels pourront assister les pères de famille et les citoyens notables ; plus tard un cours élémentaire de droit commercial, de tenue des livres et de géographie statistique ; telles sont les améliorations que les administrations académique et locales réunies vont s'efforcer de réaliser.

Mais, nous devons le dire hautement, il n'y a pas de succès marquants à espérer sans le concours et la surveillance des familles : il faut que le travail dans l'intérieur de la maison paternelle soit en harmonie avec celui des classes, il faut surtout bien savoir que le succès dépend moins de la multiplicité des cours, que du temps que l'on met à y réfléchir.

A cet effet, il serait à désirer que le collège

possédait des salles d'études, où les élèves pussent être retenus la plus grande partie du jour pour exécuter, sous la conduite d'une surveillance convenable, les devoirs donnés par les professeurs. Ce serait une petite augmentation de dépense que les familles supporteraient volontiers, en considération des grands avantages que leur procurerait une pareille mesure. Et s'il était possible d'y joindre un pensionnat, l'établissement ne tarderait pas à acquiescer un développement digne de la population active et intelligente de cette cité.

Agréé, etc.

L'inspecteur d'académie chargé des fonctions rectorales en Corse.
L. DUFILMOL.

PARIS.

Par ordonnance du 25 mai, M. Jolly, curé de Notre-Dame-de-Meaux, est nommé à l'évêché de Séz.

M. Robin, curé du Havre, est nommé à l'évêché de Bayeux.

— On mande de Perpignan, le 21 mai :
• Deux régiments de la division des Pyrénées-Orientales, ont eu avis de se tenir prêts à embarquer à Port-Vendres, pour se rendre sur les côtes d'Afrique. L'ordre en a été transmis par dépêche télégraphique à M. le lieutenant-général comte de Castellane, commandant la division.

— On lit dans le *Journal des Débats* :
• Ainsi que nous l'avons dit, le général Bugeaud est parti le 23, à six heures du soir, pour se rendre à Marseille, où il trouvera un bâtiment à vapeur qui doit le conduire à l'embouchure de la Tafna; il doit prendre le commandement des 23^e et 24^e régiments d'infanterie de ligne qui ont été embarqués pour la même destination. Une circonstance favorable, c'est que le 24^e de ligne, venant de Corse, n'était pas encore débarqué et a pu reprendre sur le champ la mer. On porte à environ 4,000 hommes le surcroît des forces envoyées à l'aide de nos braves soldats.

— On lit dans le *Sémaphore de Marseille* du 21 mai :

• Deux bataillons de guerre du 62^e régiment de ligne commandé par le brave colonel Lévesque, ont été embarqués, le 28 mai, en rade d'Endoume, sur la frégate l'*Hermine* et le vaisseau le *Santi-Petri*, qui a pris à son bord l'honorable général Bugeaud, chargé du commandement de l'expédition qui doit se rendre à l'embouchure de la Tafna.

• Pas un seul homme n'a manqué à l'appel qui a été fait à bord; le chant de la *Marseillaise* et de la *Parisienne* annonçait, tour à tour, l'arrivée de chaque embarcation à bord des navires; l'enthousiasme était à son comble.

Nous avons pu voir ce que peut sur le moral du soldat, un homme de guerre et d'expérience, dévoué à son pays, par la confiance qu'inspirait à tous, les manières affables et la parole résolue du général Bugeaud.

• Dépêchons, allons, expéditions, arrivons vite, disait le général : nos frères de la Tafna nous appellent et réclament nos bras!

• A 6 heures précises du soir, le *Santi-Petri* et l'*Hermine* ont levé l'ancre et mis à la voile, par le temps le plus beau et le plus favorable.

• Ainsi, après quatre ans de séjour dans les garnisons de la 8^e division militaire, est parti pour l'Afrique, un régiment dont la discipline et le bon esprit ont conquis l'estime d'une population qui l'accompagne de tous ses regrets.

• Le 12^e régiment de ligne, qui remplace le 62^e, est arrivé hier.

— On lit dans le même journal :

• Avant-hier et hier une foule considérable se pressait autour du *Phocéen* pour être admis à visiter ce superbe paquebot. On calcule qu'environ quarante mille personnes ont passé depuis jeudi sur le pont du *Phocéen*; le prix de la traversée, d'un bout du port à l'autre étant à la modique somme de quatre sous, on peut supposer qu'environ huit mille francs ont été gagnés par les bateliers. Ce résultat ne paraît pas étonnant à ceux qui ont vu l'innombrable quantité de petits bateaux qui assiégeaient pendant ces cinq derniers jours l'escalier du *Phocéen*.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE.

On écrit de Londres, 23 mai :

Une grande assemblée radicale s'est tenue aujourd'hui devant White-conduit-house. Plus de 6,000 personnes appartenant aux classes laborieuses se sont réunies à cette occasion pour protester contre le bill du chancelier de l'échiquier sur les droits du timbre sur les journaux.

(True Sun.)

— Dimanche dernier le général Sébastiani, ambassadeur de France, a donné une grande fête dans Herfort-House, en l'honneur du prince d'Orange et de ses fils. Une société brillante y assistait. Vendredi prochain S. E. donnera un second dîner.

— L'opinion publique continue à se prononcer très vivement en Irlande contre le bill de réforme municipale d'Irlande adopté par la Chambre des Lords.

ESPAGNE.

On lit dans le *Journal de Paris* :

• Cordova est sorti de Vittoria le 21 à la tête de trois divisions.

• Après un combat dans lequel il a rejeté les carlistes sur Onate en leur faisant éprouver une perte considérable, il a occupé les hauteurs de la Sierra de Sau depuis Adrian jusqu'à Aranzuza.

• Simon de la Torre, qui commandait les carlistes, a été blessé grièvement.

• Les christinos ont eu environ 200 hommes hors de combat. Le brigadier O'Donnell est au nombre des blessés.

• Dans la nuit du 23, Cordova s'est emparé des positions d'Arlaban; le 24, il marchait sur Salinas.

— On lit dans le même journal :

• Une dépêche télégraphique annonce que, le 23 mai, M. Isturitz a porté aux deux Chambres un décret prononçant la dissolution des Cortès. Les deux Chambres se sont séparées à l'instant. Madrid continue à être tranquille.

• Les journaux du 19^e annoncent que le ministère a été complété par la nomination de M. Barrio Ayuso au ministère de la justice.

— On lit dans le même journal :

• Une dépêche télégraphique de Marseille annonce que le Roi Othon est arrivé à Ancône le 19.

• Une autre dépêche de la même ville annonce que le Roi de Naples est parti pour Rome le 8 mai, et que le duc de Galtieri, président du conseil des ministres, est mort le même jour.

PRUSSE.

On écrit de Berlin, le 19 mai :

• LL. AA. RR. les ducs d'Orléans et de Nemours sont allés aujourd'hui au déjeuner dansant à l'ambassadeur de France. Le Roi et toute la famille royale ont assisté à cette fête qui a été des plus brillantes et s'est prolongée jusqu'à la nuit.

• M. Bresson avait fait élever dans le jardin de l'hôtel une salle parfaitement décorée et dans laquelle 400 personnes ont pu tenir à table et à l'aise.

— On écrit de Berlin, le 21 mai :

• LL. AA. RR. les ducs d'Orléans et de Nemours sont allés hier soir visiter le camp. Ce matin, ils ont assisté aux grandes manœuvres. LL. AA. RR. ont été dîner chez le prince Albert, fils du Roi, et ce soir, elles vont au bal chez le prince Auguste de Prusse.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 1^{er} au 7 mai.

MARSEILLE, brick-golette *Antoinette*, cap. Mattici, avec diverses marchandises.

FIUMORBO, mistick *Conception*, cap. Sisco, avec écorce.

FIUMORBO, bœuf *Saint-Antoine*, cap. Stretti, avec écorce.

NAPLES, balancelle *St-Colombe*, cap. Schiaffino, avec pâte.

PROPRIANO, brick-golette *Printemps*, cap. Cambiaggio, avec huile, blé et potasse.

TOULON, bateau à vapeur *Le Golo*, c. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.

PROPRIANO, gondole *Conception*, cap. Gabrielli, avec blé.

PROPRIANO, gondole *Saint-Joseph*, cap. Cavatini, avec blé.

CETTE, bombarde *Saint-Nicolas*, cap. Jorlier, avec sel.

PROPRIANO, bœuf *Deux-Cousins*, cap. Gentile, avec blé.

DÉPARTS

Du 1^{er} au 7 mai.

Pr. TOULON, bateau à vapeur *Le Golo*, cap. Valzi, avec dépêches.

LIVOURNE, gondole *Misericorde*, c. Belgodère, avec écorce.

PROPRIANO, gondole *Conception*, cap. Battistini, en lest.

FIUMORBO, gondole *Saint-Joseph*, cap. Paoli, en lest.

FIUMORBO, mistick *Conception*, cap. Loquente, en lest.

LIVOURNE, mistick *Conception*, capit. Sisco, avec écorce.

FIUMORBO, mistick *Assomption*, c. Cambiaggio, en lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. De l'imprimerie de CÉSAR FARIANI.

MERCREDI 15 JUIN 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDI.

TROISIÈME ANNÉE, N° 83.

PRIX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN	16 fr.
POUR SIX MOIS	8
POUR TROIS MOIS	4
POUR LE CONTINENT	20
POUR L'ÉTRANGER	24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



CORSE.

Nous avons déjà rendu compte de l'accueil et des acclamations dont M. L'imperani a été l'objet à son arrivée dans la ville de Bastia, particulièrement de la part des braves marins de ce port, qui ne sont jamais les derniers à se livrer à ces nobles élans. Entraîné par un enthousiasme tout naturel dans cette circonstance, la ville ne s'est pas bornée à ses premiers témoignages de la satisfaction populaire. Les électeurs et les notables lui ont offert un banquet patriotique qui s'est tenu dans la vaste salle de l'hôtel-de-ville des personnes distinguées de tous les rangs. Les autres localités de l'île y étaient aussi représentées par des convives étrangers à la ville, mais qui se sont empressés de s'associer à cette nouvelle et significative manifestation de l'opinion publique. La souscription a été convertie immédiatement de 80 signatures; il a fallu la fermer à cause du local qui ne pouvait pas contenir un plus grand nombre de commensaux, autrement on n'aurait pas pu dire où elle se serait arrêtée, tant était général le mouvement d'enthousiasme dont tous les cœurs corse ont été transportés. Quel avertissement pour les partisans du système exceptionnel! Si jamais il leur prend encore envie de nous menacer de la concentration des pouvoirs, c'est-à-dire du régime du bon plaisir, qu'ils se fassent raconter d'abord toutes les marques d'improbation qui ont éclaté dans la Corse, qu'ils comptent tous les cris d'indignation par lesquels nous avons répondu à l'imprudente menace des mesures arbitraires. D'ailleurs, les lois suivies récemment fidèlement les vœux et les sentiments de cette population si jalouse de ses droits, et qui sera toujours prête à se lever comme un seul homme pour protester contre des discours aussi inconstitutionnels, que celui du député de Vaucluse.

M. le Sous-Préfet.

du Roi et à la famille royale.

Par M. Lota, maire.

A Monsieur L'imperani!

Sa voix éloquente a confondu naguères les absurdes projets qu'on a osé porter à la tribune contre nos libertés. Honneur à lui, honneur à la Chambre qui l'a écouté avec tant d'intérêt! La Corse s'applaudit chaque jour davantage d'un si digne représentant, et la ville de Bastia est fière de le compter parmi ses concitoyens.

Fin Monsieur L'imperani!!!

Par M. L'imperani, député.

A la ville de Bastia!

Elle donne à la Corse l'exemple de tous les progrès. Dans l'agriculture, dans le commerce, dans l'industrie, comme dans l'amour de l'ordre et le respect des lois, elle marche en première ligne, et la Corse se plaît à la suivre dans cet heureux mouvement.

La ville de Bastia est arrivée à ce degré de prospérité, où nous la voyons aujourd'hui, sans aucun secours et par ses seules ressources. Si elle renferme une population de 14,000 âmes, si elle compte dans sa population 2,000 marins, si son commerce acquiert tous les jours un nouveau développement, elle le doit à l'activité intelligente de ses habitants et à sa propre et seule impulsion.

Que ne fût-elle devenue si les gouvernements, que nous avons eu jusqu'ici, avaient encouragé ses efforts par quelques uns des travaux qu'elle réclame depuis si longtemps! Mais au milieu de ses nombreux édifices, il n'y a pas debout une seule pierre, qu'elle doive à la sollicitude de ces divers gouvernements, et c'est bien en parlant de la ville de Bastia qu'on peut dire que ses plus beaux jours ont été ceux où elle n'a point été contrariée.

Le gouvernement de juillet, nous en avons l'assurance, n'imitera pas la funeste insouciance des gouvernements qui l'ont précédé. Le gouvernement de juillet a déjà prouvé sa sollicitude pour la Corse en provoquant l'adoption de deux lois importantes, l'une sur les douanes, l'autre sur le classement des routes royales. Pour ce qui concerne plus particulièrement la ville de Bastia, on s'occupe actuellement d'un projet qui rattachera son port avec la route royale et la route départementale, que l'on commence à l'autre extrémité de la ville; trois points importants, on ne le croirait pas, qui avaient été jusqu'ici sans aucune communication. Viendra ensuite, et nécessairement, l'agrandissement de son port. C'est ainsi que la ville de Bastia atteindra le degré de prospérité, auquel elle donne droit sa superbe position commerciale. Mais pour accomplir leurs belles destinées, la ville de Bastia, et la Corse tout entière n'ont pas besoin, grâce au ciel, de sortir du droit commun. Ce serait, au contraire, l'abandon du droit commun qui les ferait rétrograder aux siècles de barbarie, comme l'expérience du passé nous l'a enseigné. L'arbitraire a été de tout temps la cause de nos malheurs. Aussi la Corse unanime invoque la protection de la légalité et du droit com-

mun de la France. Voilà pourquoi notre cri de ralliement doit toujours être celui-ci :

La France et la Charte de 1830!

Par M. Casale, président de la cour royale, membre du conseil municipal de Bastia et du conseil-général de la Corse.

A la Corse.

Ses progrès et sa prospérité toujours croissante, malgré les dénégations de quelques hommes intéressés, ou incapables d'ouvrir les yeux à la lumière, sont un gage assuré, qu'elle triomphera enfin de tous les obstacles, et que le jour n'est, pas bien éloigné où elle marchera de pair avec les départements les plus avancés de la France.

Que ceux qui énumèrent, avec tant d'exagération, les plaies de son état social, énumèrent aussi, s'ils le peuvent et s'ils l'ont, les remèdes et les bienfaits dont on a essayé, pour les guérir. Où sont les routes et les moyens de communication qu'on lui a tant promis, et qui lui ont si indigne-ment manqué?

Qu'on cesse donc de l'accuser de l'injustice et des persécutions de la fortune. Cette vie puissante ne s'est pas encore éteinte, malgré toutes les adversités; c'est encore l'esprit Corse qui bat dans nos poitrines; et, il faut le répéter à ces individus décrépités, qui ne voient que barbarie partout où la nature conserve encore un peu de son énergie primitive, la civilisation n'est pas un fruit défendu aux constitutions fortes et robustes.

Les Proconsuls et la haute police n'ont jamais manqué à la Corse.

Ce qui a fait, dans tous les temps, son malheur, c'est que les gouvernements qui s'y sont succédés ont méconnu son génie, ou ont travaillé à l'étouffer. Le génie de la Corse, c'est un sentiment fier et indomptable de la justice, c'est la révolte du cœur et de l'intelligence contre tout ce qui dégrade et humilie; et le rang d'infériorité qu'on lui a si long-temps assigné, et auquel on prétendrait encore le faire descendre, est le plus sanglant des outrages pour un peuple qui, le premier, a montré aux nations asservies de l'Europe le chemin de l'indépendance, et qui a donné au monde Napoléon.

Par M. Caraffa, général.

A l'union de la Corse à la France.

C'est à l'égalité des droits que les Corses ont fait le sacrifice de leur nationalité, et ce n'est qu'à son ombre qu'ils peuvent être fiers de le perpétuer.

Vive la France! Vive la Charte!

Par M. Lazarotti, commerçant et membre du conseil-général.

A la Chambre des Députés.

Sa vive sollicitude pour notre pays mérite l'expression de notre reconnaissance éternelle. Elle a fait entendre que les habitants de cette contrée sont les enfants d'une même patrie et que leurs intérêts sont ceux d'une population française.

Il n'est personne en Corse dont le cœur ne se soit ému aux accents généreux prononcés à la tribune par l'honorable M. L'imprégné et qui ont été accueillis par la Chambre avec une sympathie si marquée.

Honneur à ceux qui ont été les fidèles interprètes des sentiments et des vœux d'un département français.

C'est aux mesures législatives de la Chambre, que le commerce et l'industrie du pays doivent la protection de leurs intérêts.

C'est encore à la noble et généreuse sollicitude de la Chambre, que la Corse sera redevable bientôt de ses voies de communication qui, en rapprochant les individus entr'eux, ouvriront à la civilisation du pays une large carrière.

Ces premiers bienfaits sont un gage de prospérité pour la Corse. Ses habitants garderont aussi un souvenir de dévouement et de reconnaissance envers leur auguste monarque, auquel appartient l'initiative de tant de bienfaits.

Vive la Chambre des Députés!

Par M. Stéfani, conseiller à la cour royale, membre du conseil municipal de Bastia et du conseil-général.

A M. Dupin, président de la Chambre des Députés.

Toujours son éloquente et courageuse parole a exprimé la plus vive sympathie pour les destinées de la Corse.

Lorsque nous demandions qu'elle fût placée sous l'empire de la loi commune et des institutions constitutionnelles, M. Dupin prit la défense de nos droits. Il s'écriait, à la tribune nationale, avec tout l'entraînement de son admirable talent: « Oui, la Corse c'est la France; la Corse c'est nous ».

Messieurs, on a dit que nous étions vindicatifs, prouvons que nous sommes reconnaissants: *Vive M. Dupin.*

M. Cauro, commandant des voltigeurs corses.

A nos frères du continent!

Aux braves de l'armée française!

Par M. de Vidau, commandant de place à St.-Florent.

A M. le général Horace Sébastiani.

Nous l'aimons par les services qu'il a rendus à la France, autant que par l'éclat qui en réjaillit sur le pays qui l'a vu naître.

Par M. Casella, avocat.

La générosité est aussi une vertu nationale. A l'oubli de tous ceux qui nous ont gratuitement calomniés.

Par M. Arrighi, avocat.

A M. le comte Joubert, député du département du Cher.

Économiste, il a présenté dans la séance du 4 avril des vues utiles pour l'amélioration progressive de la Corse.

Orateur constitutionnel, ce n'est pas par des lois d'exception, qu'il a voulu accomplir l'œuvre de notre prospérité matérielle.

Homme de son époque, il a compris que c'est

à l'abri des précieuses garanties de la Charte, que doivent se développer l'intelligence et la moralité des Français insulaires.

Appréciateur du caractère national, il a senti que les concitoyens de Paoli, ne mettrons jamais aucun avantage en balance avec les franchises constitutionnelles.

Jamais les justes doléances de cette île toute française n'eurent un plus noble organe. Son discours ne fut-il pas un énergique plaidoyer?

La Corse reconnaissante ne l'oubliera jamais!

Tous ces toast ont été suivis d'un tonnerre d'applaudissements.

M. L'imprégné, député de la Corse, est parti hier soir pour les eaux de Casciana sur le paquebot à vapeur le *Napoléon*, qui fait le service de Bastia à Livourne.

M. Sébastiani (Hyacinthe), garde général sédentaire à Ajaccio, a été nommé, par arrêté de M. le ministre des finances du 2 de ce mois, à la sous-inspection forestière de Bastia, vacante par le changement de M. Ramaroni qui, sur sa demande, a été appelé à la sous-inspection de Vizille (Isère).

APERÇU DES TRAVAUX DE LA COUR D'ASSISES.

Jamais nous n'avons enregistré les verdicts de la cour d'assises avec autant de plaisir, que dans cette circonstance. Il importe à l'honneur, autant qu'aux libertés du pays de constater, que l'action de cette magistrature toute populaire, suffit à la repression du crime, et qu'il devient désormais impossible de faire croire à la nécessité des lois exceptionnelles. Il fut un temps où l'impunité semblait, à des crédules alarmistes, un danger réel. C'était une espèce de fantôme, qui se dressait à chaque instant devant des imaginations effrayées. Le pays, disait-on, n'est pas sûr; mettre les Corses en possession de la procédure par jurés, ne serait-ce pas conspirer contre la sûreté publique? Si l'on veut que la justice soit forte et le crime puni, que l'on ajourne le rétablissement d'une institution, qui n'est bonne que là, où la civilisation est fort avancée. La Corse n'est pas encore au niveau des autres départements de France.

La révolution de juillet éclata. Le moment était favorable. Nous renouvelâmes nos vœux et nos réclamations avec plus de force que jamais. L'ordonnance qui supprimait la cour de justice criminelle et déplaçait la puissance du glaive parut, enfin, dans le *Moniteur*. Soudain on entendit des hommes, qui croyent connaître mieux que personne les mœurs des Corses, l'esprit et le caractère de l'époque, prophétiser d'une voix larmoyante les plus grandes calamités. Le crime allait envahir les villages les plus paisibles. La justice du pays ne devait attendre que d'obscurs accusés. Le juré sur son banc aurait été moins tranquille que le criminel sur la sellette. Menacé de la colère du plaignant s'il concourait à une déclaration de non culpabilité; en butte aux ressentiments de l'accusé et de ses adhérents, si, demeurant fidèle à sa conscience, il le livrait flétri aux coups de la vindicte publique; telle était, disait-on, alors la fâcheuse alternative où le jugement des affaires criminelles plaçait tour à tour les huit cent citoyens, à qui le pouvoir judiciaire allait échoir en partage. Cette liste ne devait être bientôt qu'une table de proscription, une sorte de registre mortuaire.

Que restait-il maintenant de toutes ces sinistres prévisions? Rien, si ce n'est le désappointement de nos hypocrites ennemis, et le ridicule d'une prophétie démentie par l'événement. S'il fallait

répondre encore aux opiniâtres adversaires du jury, le *Gazette des Tribunaux* à la main nous les réduirions de suite au silence. Mais nous ne connaissons plus que deux feuilles, *l'Impartial* et le *Journal de la préfecture*, qui s'obstinent à contester les avantages du jury. Nous ne perdrons pas notre temps à prouver, à ces deux feuilles incrédules, que les jurés savent allier à un degré éminent la fermeté à l'intelligence, et que nulle part, cette institution ne fonctionne d'une manière plus satisfaisante.

D'ailleurs, la notice sommaire que nous allons mettre sous les yeux de nos lecteurs, est le meilleur éloge que nous puissions faire de ces magistrats temporaires.

Il n'appartient plus qu'à une aveugle et invincible prévention de révoquer en doute l'utilité du jury par rapport à la Corse.

Trente affaires figuraient sur le tableau de la cour d'assises, parmi lesquelles on comptait seulement deux préventions de vol et deux attentats aux mœurs. Les autres accusations avaient toutes pour sujet des crimes contre les personnes. La session a commencé le 16 mai et n'a été fermée que le 11 du courant.

Les peines nous ont paru constamment en rapport avec le degré de criminalité. Nous avons remarqué avec satisfaction, que la cour cherche, autant que l'intérêt de la justice le permet, à ménager l'honneur des familles en affranchissant les condamnés de l'infamie du poteau. Cette répugnance pour l'exposition tient à une parfaite connaissance de nos mœurs, et à une juste appréciation de la moralité des actions incriminées.

Neuf tentatives de meurtre ont été successivement dénoncées au jury. Un emprisonnement d'une durée plus ou moins longue, a paru une punition suffisante aux jurés. Les tentatives d'assassinat sont réprimées avec plus de rigueur; aussi un certain Mariani a-t-il été condamné à 5 ans de réclusion.

Les jurés n'ont point d'indulgence pour cette sorte de crimes. C'est un progrès de moralisation que nous sommes heureux de signaler. L'arrêt de mort, prononcé contre Valeri, a été rendu sous l'influence de ce sentiment. Nous ne saurions trop approuver cette disposition des esprits. Il faut que l'opinion publique continue à garder toute sa sévérité contre les auteurs de ces attentats. Les efforts de la défense n'ont pu rien contre l'horreur dont ils marchent entourés, toutes les fois qu'ils sont exempts de circonstances atténuantes. Cette affaire a fourni une nouvelle preuve de l'inexactitude de certaines assertions de tribune. M. le procureur-général, Mottet, avait avancé, à propos de la puissance prodigieuse des bandits, que les deux frères Negroni étaient tombés sous les coups d'un redoutable Gallochio.

L'accusation soutenait, au contraire, que cet assassinat était l'ouvrage de l'accusé Valeri, et entassait argument sur argument, pour décharger sa triste mémoire du crime dont elle demandait compte à ce dernier. Le défenseur s'est prévalu habilement de ce témoignage imposant, et a opposé avec raison le discours de M. le procureur-général au réquisitoire de son substitut. Cette contradiction choquante entre deux opinions également graves et réfléchies a excité plus d'une fois l'hilarité du jury et de l'auditoire.

L'arrêt de mort a donné à M. le député de Vaucluse. Nous ne rappelons cet étrange incident que pour démontrer avec quelle facilité les erreurs les plus palpables, peuvent se glisser jusque dans les discours parlementaires.

Le dernier jour de la session a été consacré au jugement d'une affaire extrêmement grave. Le nommé Leca que l'imputation d'un atroce assassinat couvrait sur le banc des accusés, n'a pu

échapper au sort réservé par les jurés à des criminels tels que lui.

Peu s'en est fallu qu'il n'ait été envoyé partager le sombre cachot des condamnés à mort avec le malheureux Valeri. Aux termes de la déclaration du jury qui a été long-temps incertaine, si on doit en croire les bruits de palais, la cour ne pouvait appliquer que les travaux forcés à perpétuité. Au moment du prononcé de la sentence, le condamné Leca a essayé d'échapper, par une tentative de suicide, aux maux et à l'ignominie du bagne. Les gendarmes se sont précipités sur lui, et ce n'est pas sans peine qu'ils sont parvenus à s'emparer de l'arme homicide. Un premier coup avait occasionné une large blessure au dessous du menton. Une seconde atteinte aurait pu amener la mort. Cet incident dramatique a laissé une sensation douloureuse dans le cœur des jurés et des défenseurs.

Voici le tableau sommaire des travaux de la session :

A mort.	1
A perpétuité.	1
Aux travaux forcés à temps.	2
A la réclusion.	5
A l'emprisonnement.	15
Acquittés.	10

Total. 34 accusés.

Il est à remarquer que dans deux affaires il y a eu abandon de l'accusation par le ministère public.

COMBAT ENTRE LES VOLTIGEURS ET CINQ BANDITS CÉLÈBRES.

Encore deux redoutables bandits de moins. Dans le court espace de quelques mois, nous avons vu tomber successivement sous les coups de la force publique les bandits Multedo, Antonaccio, et si Gallochio ne fut pas atteint mortellement à cette époque, il ne dut son salut qu'aux ténèbres de la nuit et à l'épaisseur des makis, car la blessure qu'il reçut à la jambe fut assez grave pour le livrer plus tard aux atteintes de ses ennemis; d'ailleurs, qui ne sait qu'il était poursuivi avec une telle activité, à ne savoir plus où reposer sa tête. La destruction de ces tumeurs, qui ne comptaient presque plus leurs années que par le nombre des condamnations capitales, sont l'ouvrage des voltigeurs corses. M. le lieutenant-général Sébastiani, par ses encouragements et ses instructions, imprimé une grande activité aux opérations de la force armée; et il est évident que l'on peut assurer le respect des personnes et des propriétés sans sortir des bornes du droit commun.

Il n'en reste plus qu'un bien petit nombre, et nous espérons que le département en sera bientôt délivré. Deux des plus terribles viennent de tomber en leur pouvoir. Pierre Nicolai a été tué, et son compagnon Battisti, désigné sous le triste renom de *Tanbous*, s'est rendu, blessé à la cuisse, entre les mains de ses agents de la force armée. On assure que le troisième, Jacques Griggi, est mort ou dangereusement blessé. Ce qui le fait supposer, c'est que son arme est restée sur le lieu du combat, et que plus tard des jémissements se sont fait entendre dans le makis.

Voici quelques détails sur cet événement. Le 10 du courant, le sous-lieutenant Leonetti est informé que cinq bandits ont traversé la commune de Campi et se sont dirigés vers l'étang de Diana.

Immédiatement, ordre est donné à tous les détachements de se mettre à leur poursuite. Les dispositions sont prises avec un tel ensemble, et l'ardeur de se mesurer avec cette bande de con-

tumaces est si grande, que dès le point du jour l'embuscade se trouve dressée au tour du makis où ils se croyaient en sûreté contre les recherches des voltigeurs.

L'endroit où ils bivaquaient se nomme Pompihano. Ayant pris position, les voltigeurs ne savaient, pourtant, ni comment, ni de quel côté il convenait de commencer l'attaque, lorsque une vapeur épaisse s'échappant du milieu du bois vint révéler le point précis sur lequel il fallait marcher. C'était la fumée d'un feu presque éteint qui trahissait ainsi leur asile. Néanmoins, ce n'était pas tout que de découvrir les bandits. La grande difficulté consistait à les approcher sans leur donner l'éveil. Mais les voltigeurs ont un moyen bien simple; c'est de s'effacer en marchant ventre terre. Déjà il n'était plus séparés que par une petite distance, mais l'épaisseur des makis, tout en permettant de les entendre causer, les dérobait à l'œil. C'est dans ce moment critique que l'un d'entre les bandits s'écrie: *Voilà les voltigeurs*. Cette voix devient soudain le signal du combat. Le contumace Battisti frappé grièvement par le caporal Lanfranchi veut vain résister aux sommations. Ce brave caporal se jette sur lui le désarme, et après s'être assuré de sa personne il retourne au feu. Nicolai cherche à se faire jour en déchargeant son arme contre les voltigeurs. Il est blessé par trois d'entre eux. Cependant, il revient sur ces pas, décidé de vendre chèrement sa vie. Tous les coups de carabine sont alors dirigés contre lui. Bien que criblé de blessures, il refuse de se rendre, puis employant la ruse à défaut du courage désormais inutile, il fait semblant de livrer son fusil. Ce n'était là qu'un piège, puisque au moment où le voltigeur Pollacci s'avançait pour prendre ses armes, il change brusquement d'attitude et le couche en joue. Mais ses camarades qui le tenaient en échec previennent sa décharge en le renversant raide à leurs pieds. Les trois autres bandits sont parvenus à s'évader.

Tel a été le résultat de cette brillante affaire. Les voltigeurs sont exposés tous les jours à ces périlleuses rencontres. Ils y déploient autant d'adresse, que de courage. Cependant ils attendent en vain le prix de leurs services. On ne voit pas encore une seule décoration sur leur poitrine. M. Mottet a écrit à la Chambre que c'est une position sociale que de se trouver sous un mandat de justice. Qu'on le demande à ceux qui sont témoins des cruelles privations des bandits. Est-il rien au monde qui soit comparable aux misères et aux périls de cette vie errante et pénible? Il n'y a que la crainte de l'infamie qui puisse leur faire endurer les maux et les ennuis qui sont leur partage. La vigueur avec laquelle M. le procureur du Roi, Pietra-Santa, poursuit tout ceux qui donnent aux bandits asile et assistance, n'a pas peu contribué au succès de cette embuscade. C'est en les isolant qu'on parvient à faciliter les expéditions de la force armée. Cinq individus, ayant avec les bandits des relations habituelles, ont été arrêtés aux termes du code pénal. L'un d'entre eux, vient d'être condamné par la cour d'assises à une forte peine. C'est ainsi que le pouvoir judiciaire est suffisant lorsqu'il est dirigé par une main ferme. Où serait donc la nécessité d'une extension arbitraire?

Un de nos abonnés nous a adressé la lettre suivante. Nous la publions telle qu'elle, avertissant que nos colonnes resteront toujours ouvertes, comme de raison, à toute personne qui croirait avoir intérêt de contester les faits qu'elle contient:

A M. le rédacteur de l'INSULAIRE FRANÇAIS.

Monsieur,

Victime de la capricieuse injustice des bureaux

de la préfecture, je pense, que la meilleure satisfaction à obtenir, est de signaler de semblables scandales au public, et, à cet effet, je m'adresse à vous, en vous priant d'avoir l'extrême bonté d'insérer ma réclamation dans les colonnes de votre indépendant et courageux journal.

Le douze mars dernier, eut lieu à Saint-Florent une adjudication pour le pavage de la place de cette commune. Je soumissionnai au 7 p. 10 de rabais: le sieur F....., que sa qualité de membre du conseil municipal rendait inadmissible à concourir, et auquel je fis opposition, soumissionna, dit-on, au 8 p. 10. (Car personne n'a vu dans le moment les lettres ouvertes.) Mais ce qui rend une pareille admission plus étrange et indélicates, c'est la présence au conseil municipal de deux de ses beaux-frères, dont l'un est même l'adjoint du Maire. Par ce fait, il est constant qu'il exécute et contrôle en même temps ses propres travaux.

Le sieur F..... a l'habitude de semblables manœuvres, et il connaît, par expérience, l'efficacité de trois voix au conseil municipal. La manière dont il a exécuté les pavages déjà faits à St.-Florent, n'a pas été de nature à le dégoûter des entreprises; il sait très-bien comment et où l'on trouve des marges assez larges, pour couvrir la différence qui existe entre sa soumission et la mienne; il sait que, dût-il concourir à perte, cette perte n'existerait jamais que sur le papier, quand on a d'aussi puissants auxiliaires qu'il en compte.

J'ai réclamé à M. le Préfet, il a été pour moi sourd et muet; fasse le ciel qu'il le soit toujours. J'ai l'honneur, etc.

Saint-Florent, le 31 mai 1836.

Un de vos abonnés,
SALGE.

Si les choses se sont passées ainsi que le sieur Salge l'assure, il y a possibilité d'abus, soit dans l'adjudication, soit dans l'exécution des travaux communaux de la ville de Saint-Florent.

Selon nous, pour préserver les deniers publics, on ne devrait point s'écarter de ces principes: précision et clarté dans les conditions des cahiers de charges, devis ou détail estimatif; concurrence libre et loyale dans les adjudications, contrôle et surveillance dans l'exécution des travaux, le tout réglé de manière à ce que l'adjudicataire puisse attendre les bénéfices et les pertes de son entreprise des chances qu'il a courues, et nullement de la bonne ou mauvaise volonté des surveillants.

D'après ces principes, il nous semble que dans l'espèce il y avait matière à une enquête administrative. — M. le Préfet n'a pas même cru devoir répondre au réclamant!

Si notre journal pouvait aspirer à l'honneur d'être lu par le chef actuel de l'administration de la Corse, nous voudrions bien intercéder en faveur de notre abonné, ne fût-ce qu'en retour des compliments flatteurs qu'il nous a adressés; nous voudrions bien représenter, afin que ces plaintes fussent prises en considération, que les ministres du Roi des Français ne manquent jamais de répondre à un pétitionnaire. Mais, hélas! il nous souvient que M. le Préfet a fait interdire à l'Insulaire français tout accès, auprès de sa personne, par M. le secrétaire particulier de ses commandements.

A M. le rédacteur de l'INSULAIRE FRANÇAIS.
Paris, le 1^{er} juin 1836.

Monsieur,
Vous vous êtes occupé dans un des derniers numéros de votre estimable journal du monument

à élève, à Ajaccio, à la mémoire de Napoléon, et vous avez en l'obligeance d'annoncer à vos patriotes lecteurs, que le retard apporté à son édification, était indépendant de mon zèle. Tout en vous exprimant, Monsieur le rédacteur, ma vive gratitude de l'extrême bienveillance dont vous m'honorez, je dois à la vérité de déclarer, que j'ai été guidé, dans les nombreuses démarches que j'ai faites pour obtenir la publication de l'ordonnance du Roi, sans laquelle on ne peut entreprendre les travaux dont vous vous montrez si justement impatient de voir commencer l'exécution, par M. le Préfet de la Corse, qui m'a adressé tout récemment des instructions à cet égard, et par M. L'imprimé notre honorable député. Il faut espérer que ces démarches auront bientôt le résultat que nous souhaitons tous avec une égale sollicitude.

Veuillez, je vous prie, Monsieur le rédacteur, faire insérer cette lettre dans votre prochain numéro, et agréer l'assurance de ma parfaite considération.

Je suis, etc.

Achille H. de LIGNY.

NÉCROLOGIE.

Madame Sebastiani, mère des deux généraux, est décédée au Piano le 4 du courant âgée de 83 ans. Recommandable par la pratique de toutes les vertus sociales, elle ne concevait pas de plus grand bonheur que de soulager les pauvres de son canton. Aussi a-t-elle été généralement regrettée. Le souvenir de ses œuvres de bienfaisance vivra longtemps dans le cœur de ses concitoyens.

Le clergé de notre diocèse vient de faire une grande perte. M. le Grand-Vicaire Mariani, qui accompagnait M. l'Evêque dans l'arrondissement de Sartène où il faisait sa visite pastorale, est décédé à Levie le 6 de ce mois, après une courte maladie, dans un âge où il pouvait encore être utile à son pays, et où il était permis d'espérer qu'il serait conservé plus longtemps à l'amour de sa famille et de ses nombreux amis.

Elevé et reçu Docteur en Théologie au séminaire d'Aix, où le firent remarquer les succès de ses fortes et brillantes études, M. l'abbé Mariani fut nommé, à son retour en Corse, Professeur de Philosophie au séminaire du Diocèse d'Aleria.

Les orages de la révolution arrêtaient les progrès de sa carrière ecclésiastique. Promu plus tard, lorsque l'ordre fut rétabli en France et les Eglises rendues au culte, à la cure de Corte, sa piété, ses lumières, sa tolérance, le charme de ses instructions évangéliques, l'union de sa parole toujours éloquente, simple, persuasive, la sollicitude et le zèle avec lesquels il sut constamment remplir tous les devoirs de son saint ministère, concilièrent à l'abbé Mariani l'estime et l'affection générale; aussi les regrets et les vœux de la population entière accompagnèrent-ils son départ, lorsqu'il fut obligé par les pressantes instances de Monseigneur l'Evêque d'accepter la cure d'Ajaccio, il dut faire violence à son cœur pour se séparer de ses paroissiens qui le vénéraient comme un père, et qu'il aimait et s'était habitué à regarder comme ses enfants. Les témoignages de respect et d'amour qui l'accueillirent à Ajaccio, adoucissent, sans les consoler, les douleurs d'une séparation qui avait été si pénible à M. Mariani.

Une seconde et plus éclatante marque d'estime de son Supérieur vient d'enlever bientôt à son nouveau troupeau, désolé de ne pouvoir posséder plus longtemps son vénérable pasteur, et heureux à la fois de la juste récompense accordée

à son mérite et à ses services. M. Mariani fut élevé à la dignité de Vicaire Général du Monseigneur l'Evêque, dont la confiance l'appela à partager avec lui le poids de l'administration de ce vaste Diocèse.

La mort vient d'interrompre à jamais le cours d'une vie aussi honorable qu'utile. Entouré de la considération universelle, M. Mariani emporte avec lui dans la tombe les regrets et les larmes d'une famille dont il faisait la consolation et l'orgueil, des populations qu'il a si long temps guidées dans les sentiers de la foi, de son Evêque qui pleure en lui l'ami dévoué, le prêtre exemplaire, l'administrateur zélé et habile, du clergé qu'il honorait par ses talents et par ses vertus, du pays tout entier, qui perd en lui un de ses meilleurs et de ses plus estimables citoyens.

(Communiqué.)

TRAVAUX DES MAIRES PENDANT LE MOIS DE JUIN.

Révision des listes électorales du jury. — Cette révision a lieu du 1^{er} au 10 juin de chaque année. Elle a pour objet d'indiquer les changements survenus, les radiations à faire, les inscriptions nouvelles à opérer. Ces listes se divisent en plusieurs catégories : listes des électeurs des députés, listes du jury, listes supplémentaires, listes complémentaires et listes des suppléants.

Recrutement. — Le projet de loi sur la levée de 80,000 hommes a été présenté à la chambre des députés. MM. les maires doivent se hâter de compléter les tableaux de recrutement des jeunes gens de la classe de 1835, ils doivent envoyer un des deux expéditions de ces tableaux à MM. les sous-préfets et préfets.

Comptabilité générale. — D'après l'ordonnance du 1^{er} mars 1835, la clôture de l'exercice de 1835, pour les communes et établissements de bienfaisance justiciables de la cour des comptes, doit avoir lieu au 30 juin. Une instruction du ministre de l'intérieur, en date du 10 avril 1835, règle d'une manière complète le mode à suivre pour la clôture de l'exercice clos, la formation et la présentation du compte administratif des maires, et le rapport au budget de 1836 et des produits restant à recouvrer, ainsi que des crédits restant à employer. A aucune dépense ne peut être ordonnée sur l'exercice 1835, après le 15 mai, ni aucun paiement effectué après le 30 juin.

Arrosage de la voie publique. — La salubrité publique, placée dans les attributions du pouvoir municipal, exige que MM. les maires prennent un arrêté pour qu'à compter du mois juin, chaque habitant arrose le devant de sa maison.

Chiens errants ou enragés. — Des mesures seront également nécessaires à la même époque contre ces animaux.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

TURQUIE.

Une lettre de Constantinople, 11 mai, arrivée par voie extraordinaire, contient ce qui suit :

« Un événement fâcheux, et dont les conséquences pourraient avoir une immense gravité, a jeté l'émoi dans notre capitale, ordinairement si paisible : M. Churchill, négociant anglais, se livrait, dans les environs de la ville, au plaisir de la chasse, lorsque, par malheur, quelques grains de plomb, sortis de son fusil, atteignirent à la jambe un enfant turc, qui se mit à pousser des hurlements affreux. Le père du jeune blessé, et quelques tures de ses amis, attirés par ces cris, se jetèrent sur M. Churchill, et l'entraînèrent chez le cadi qui, de son autorité privée,

lui fit administrer la bastonnade sur la plante des pieds. C'est le châtiment réservé d'ordinaire pour les esclaves ou les grecs délinquants. A l'issue de cette première audience de la justice turque, si cruellement sévère, M. Churchill fut porté plutôt que conduit devant le reiss-effendi : puis sur l'ordre formel du sultan, auquel il en avait été référé, il fut chargé de fers et jeté dans le bague, à côté des plus infâmes scélérats.

L'ambassadeur d'Angleterre, prévenu de ce qui s'était passé, s'est empressé de réclamer la mise en liberté immédiate de M. Churchill, qui lui a refusée. Ce diplomate, à l'instant même, a signifié au ministère ottoman que si, dans les 24 heures, il n'avait pas obtenu satisfaction, il cesserait toute communication avec le gouvernement turc.

On ne sait pas encore comment se terminera cette affaire, qui suffirait, si elle s'évenimait, pour renverser brusquement les espérances conçues dans ces derniers temps pour le maintien de la tranquillité européenne.

ANNONCES ET AVIS.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS AU PUBLIC.

Le 22 juin 1836, à midi, à l'hôtel-de-ville de Bastia, il sera procédé devant M. le Sous-Intendant, f. f. d'Intendant militaire de la 17^e division, à l'adjudication du vin pour les troupes, du 1^{er} juillet 1836 au 30 juin 1837, dans les arrondissements de Bastia, Calvi et Corte.

Le 25 juin, à midi, à l'hôtel-de-ville d'Ajaccio, il sera procédé devant M. le Sous-Intendant de cette place, à la même adjudication pour les arrondissements des magasins d'Ajaccio et de Bonifacio. Les maximum des prix sont indiqués par les affiches apposées dans les diverses places et les conditions sont détaillées dans les cahiers des charges envoyés à MM. les Sous-Intendants militaires à Bastia et Ajaccio, les commandants de place de Calvi, Corte et Bonifacio et le Sous-Préfet de Sartène. Les prétendants peuvent en prendre connaissance chez ces fonctionnaires. Ils sont prévenus qu'ils ont dans chacun des lieux d'adjudication la faculté de souscrire pour un ou plusieurs des arrondissements qui en ressortissent.

Une médaille a été décernée à l'auteur.

MAUX DE DENTS.

La Créosote Billard enlève à l'instant et pour toujours la douleur de dents la plus vive et guérit la carie des dents gâtées. Le flacon avec l'instruction. Dépôt chez M. Sampolo, pharmacien, à Ajaccio; chez M. Louis Gregory, pharmacien, à Bastia.

SIROP DE POINTES D'ALPES.

Ce Sirop qui joint éminemment la propriété sédative du cœur et qui a été connu depuis quelques temps sous le nom de Sirop de Johnson; vient d'être obtenu par des procédés tout à fait satisfaisants. Se trouve à la pharmacie Pomonti, aux Terrasses, à Bastia.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia, De l'Imprimerie de CÉSAR FARIANI.

MERCREDI 22 JUIN 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDI.

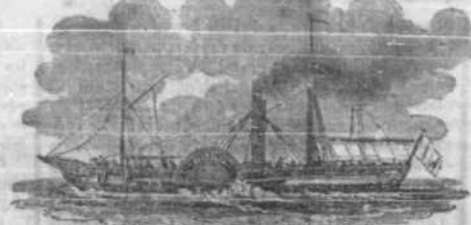
TROISIÈME ANNÉE, N° 84.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS.

A l'Office-général de L'ÉDITEUR BOURGON et C^{ie}, rue N. Dame des victoires N° 18.
A la Librairie correspondance de D. JOSTIN et C^{ie} Place de la Bourse N° 5; à la correspondance de J. F. PÉCAUD et C^{ie} rue Bourbon Villeneuve N° 45, ou l'un d'eux.
LES ABONNÉS POUV. ÊTRE ENVOYÉS FRANÇAIS.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



PRIX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CORSE.

L'importante question de la colonisation d'Alger vient d'être tranchée à la tribune par M. le président du conseil. « La France, disait M. Thiers, est fière de cette conquête. Le gouvernement ne peut ni directement, ni indirectement songer à l'abandon d'Alger. Après avoir sérieusement réfléchi, je suis resté convaincu que la France se manquerait à elle-même, qu'elle renoncerait à une voie de grandeur, si elle abandonnait Alger. C'est avec conviction, que je dis au pays qu'il doit faire des efforts importants pour conserver cette belle possession. »

M. le ministre n'a eu dans ce grand débat qu'une question d'honneur pour la France. Et, certes, en se plaçant sur ce terrain, il pouvait compter d'avance sur les applaudissements de la presque unanimité de la Chambre. Mais les adversaires de la colonisation nous semblent avoir mieux compris les véritables intérêts de la France.

Les sacrifices en tout genre qu'entraîne la conservation d'Alger, finiront à la longue par épuiser le trésor. Notre belle armée y laisse toutes les années des milliers de braves. Ne pouvait-on pas ouvrir devant son courage un champ plus glorieux? Fosse le ciel que la Chambre n'ait pas à se repentir un jour d'avoir cédé, avec tant de facilité, à l'entraînement des nobles paroles du président du conseil!

Assez de sang français arrose depuis six ans la côte africaine. N'avons nous pas à lutter contre les résistances du pays et les intrigues étrangères?

PEVITE ANECDOTE ADMINISTRATIVE.

Un ancien maire de Morosaglia, qui voulait faire son chemin, c'est-à-dire qui voulait devenir et de venir, en effet, percepteur du canton, proposa, et fit voter par le conseil municipal de cette commune, l'érection d'un monument, dans lequel le nom de M. le Préfet de la Corse devait figurer à côté de celui du général Paoli, fondateur de l'école de Morosaglia. — C'était, comme on voit, faire la cour d'une manière fort délicate. L'immortalité est le but, la passion dominante des âmes élevées; aussi, dit-on, M. le Préfet a été très sensible à ce procédé, non qu'il pût penser d'en avoir besoin pour passer à la postérité (car, Dieu merci, il a pour cet objet, ses proclamations et ses discours officiels, ainsi que les éloges du Journal libre), mais il était un peu plus flatté, d'y aller en si bonne compagnie.

Quoi qu'il en soit, M. le Maire ne tarda pas à être nommé percepteur, et le monument en marbre ne tarda pas à être achevé dans la ville de Corte, avec l'inscription suivante :

Muniscentia
Paschalis Paoli Patris Patrie
Et solertia
Jordanis Prefecti Corsice.
Anno S. 1833.

Malheureusement, quelques esprits chagrins et difficiles sont venus se jeter à la traverse; ils ont tellement crié que les populations s'en sont émuës, et le conseil municipal a été obligé de révoquer sa première délibération. Le marbre qu'on devait porter triomphalement à Morosaglia est resté en définitive dans l'atelier du sculpteur. Au fond de tout ceci, se trouve une question d'argent. L'artiste a dû être récompensé de son travail. Voici notre argumentation : il ne réclame pas? donc il a été payé.

Effectivement, on assure qu'il l'a été d'une manière généreuse par M. le Préfet lui-même; mais on ajoute qu'il a été payé sur les fonds du département. (Chapitre des dépenses imprévues.) Nous ne pouvons croire cette dernière circonstance. M. le Préfet est responsable, M. le Préfet rend des comptes au conseil général, et personne, que nous sachions, n'a jamais vu figurer une pareille dépense dans les comptes qu'il a présentés.

Si M. le Préfet pouvait connaître tous ces on dit, nul doute qu'il s'empêcherait de les faire démentir par le journal de la préfecture, car, après tout, le monument existe et l'artiste a été payé!

..... Ah! si M. le Préfet de la Corse lisait l'Insulaire français!!!

M. Saint-Quintin, directeur des douanes, appelé à remplir les mêmes fonctions sur le continent, emporte dans sa nouvelle résidence l'estime et les regrets de toutes les personnes qui ont eu avec lui des relations sociales ou des rapports d'affaires. Les changements introduits dans le régime des douanes en Corse, et qui ont amené les plus heureux résultats, sont dus en grande partie à sa courageuse persévérance. Secondé et efficacement soutenu par la haute influence de notre députation, M. Saint-Quintin n'a cessé de solliciter les ordonnances et les lois qui ont assuré la

répression de la contrebande. Les dispositions de la majorité des insulaires étaient favorables à l'adoption de ces mesures sagement combinées pour mettre un terme au scandale des versements frauduleux, dont notre littoral fut longtemps inondé. Aussi a-t-on applaudi généralement à ces importantes modifications. Si M. Mottet s'était donné la peine de prendre des renseignements au bureau de la direction, son fameux discours renfermerait une erreur grossière de moins, et au lieu d'avancer que les contrebandiers poursuivent toujours leurs audacieuses importations en plein midi et au milieu de nos ports, le député de Vaucluse se fût plutôt félicité de voir que les tribunaux n'ont presque plus de contraventions de ce genre à réprimer. Nous aimons à penser que le nouveau directeur qui allie, dit-on, la fermeté à une profonde connaissance des lois sur les douanes, comprendra également combien il importe de veiller à l'exécution de celles qui, étant relatives à la Corse, y exercent une influence directe sur sa prospérité matérielle.

Les mesures d'ordre et de police tendant à supprimer les armes prohibées, n'ont pas encore rencontré la moindre résistance. Tout le monde s'y soumet sans murmurer. On comprend, en effet, que c'est le plus sûr moyen de prévenir des choes sanglants, car le port des armes est souvent une excitation à des voies de fait, qui quelquefois se terminent d'une manière tragique.

Les autorités locales du Fiumorbo ont agi avec un tel ensemble que l'on n'y voit presque plus de gens armés. A quoi bon provoquer des lois exceptionnelles, lorsque les CorSES déposent presque volontiers les armes, dont le port est défendu? Le concours de l'autorité judiciaire et de la force armée a déjà accompli ce que M. Mottet n'attendait que de la concentration des pouvoirs en une seule main. Tous les jours nous voyons les tribunaux correctionnels prononcer la confiscation de faiscieux d'armes.

A M. le rédacteur de L'INSULAIRE FRANÇAIS.

Prisons de Bastia, 16 juin.

Monsieur,

Je suis détenu depuis plus de 14 mois dans la maison d'arrêt de ce ressort. J'ai prié tour à tour les présidents des cours d'assises qui sont venus visiter ces sombres demeures de mettre un terme

aux tortures morales et aux souffrances physiques de cette longue captivité. Vaines réclamations! Les verrous des cachots ne se sont pas plus émus sur ma position que les cœurs de ces magistrats.

Oublié au milieu de tous les accusés qui, au bout de quelques mois, ont vu arriver le jour des débats, je cherche en vain le motif de cette étrange et douloureuse exception. Serait-ce parce que je suis malheureux? Mais la justice ne connaît ni rangs, ni titres. N'est-ce pas lorsque je ne sollicite d'autre faveur que la liberté ou un jugement public, repousser ma demande, c'est outrager le malheur, c'est créer des catégories au sein des prisons, c'est, enfin, pousser jusqu'à la dureté le mépris pour un droit aussi sacré que la liberté individuelle.

La loi organise les cours d'assises et veut qu'il y ait une session par année, afin que les prisons du ressort soient vidées. Cependant les trimestres se succèdent et moi je reste dans mon étroite et humide cellule, comme une preuve vivante de l'insouciance de la justice. Touchés par mes justes doléances, des compagnons de captivité, moins à plaindre que moi, ont eu l'heureuse idée d'appeler sur mon triste sort l'intérêt de votre journal. Je viens donc essayer de cette nouvelle voie. Puisse-t-elle tirer la justice de la cruelle indifférence où elle paraît être tombée à mon égard. Je désire ardemment que la presse fasse ce que je n'attends plus de l'humanité des hommes.

Peut-être que cette plainte ne vous semblera-t-elle pas assez respectueuse. Mais n'oubliez pas, Monsieur, que depuis plus de 14 mois je demande des juges ou la liberté, et que l'un et l'autre me sont également refusés.

A. FARIANI.

Si cet exposé est exact, jamais plainte ne fut plus légitime. Cette lenteur inconcevable dans la marche de l'instruction n'est pas moins contraire à l'humanité qu'à l'esprit de notre législation pénale. La détention d'un accusé innocent ne devrait jamais durer plus de trois mois. Coupable, il n'a pas moins le droit d'être jugé dans le terme fixé par le code d'instruction criminelle. C'est un devoir impérieux pour les chambres des mises en accusation de décharger les prévenus ou de les renvoyer devant les juridictions répressives. D'où vient donc que ce malheureux, frappé depuis 11 mois d'une ordonnance de prévention, ignore encore quelle sera l'époque de son jugement ou le jour de sa délivrance?

Cette affreuse incertitude est un supplice d'autant plus insupportable, que ce n'est pas la loi, mais le juge qui le fait subir préventivement à un infortuné, qui pourtant doit être présumé innocent. Il faut donc que la justice ait été entravée dans sa marche par quelque obstacle imprévu.

On nous écrit de Fiumichio, que les habitants travaillent avec ardeur à la construction des chemins d'exploitation, et que les chasseurs d'Afrique rivalisent d'efforts avec eux pour perfectionner ces voies de communication. Il serait à désirer que l'on employât un plus grand nombre de ces militaires à l'ouverture et à l'entretien des routes. Nous avons déjà démontré combien il serait avantageux au pays de faire l'essai d'un système qui a si bien réussi en Vendée et dans nos possessions d'Afrique.

La nouvelle loi sur les chemins vicinaux, dont l'utilité se fera bientôt sentir, ne peut manquer d'aboutir, parce nous, aux plus heureux résultats. Il suffit d'en comprendre l'économie et d'en faciliter l'exécution. Ce soin important appartient à l'administration. Il faut espérer qu'elle ne négligera rien pour arriver au but que l'on s'est

proposé d'atteindre, celui de favoriser les relations entre les localités, de rapprocher les distances et donner un plus grand développement aux travaux agricoles. Or, quel département eut jamais plus besoin que le nôtre de routes et de communications? Apporter tous les soins de l'administration à sillonner en tous sens le pays de chemins vicinaux, c'est avoir trouvé le secret de civiliser l'intérieur, qui, quoiqu'on en dise, n'est pas loin d'égaliser en progrès et en lumières plus d'une province d'outre-mer. De hommes méthodes agricoles, des instrumens aratoires à la façon du continent, des moyens de transports plus faciles, des marchés plus rapprochés des centres de production, et la Corse n'aura plus rien à envier à la prospérité matérielle des plus riches contrées.

Nous le répétons, la loi sur les chemins vicinaux, bien entendue et habilement exécutée, ne peut manquer d'amener une grande partie de ces avantages. C'est pour en étendre la connaissance et en préparer, autant qu'il est en nous la prompte exécution, que nous nous faisons un devoir de l'insérer en entier dans les colonnes de notre journal.

LOI SUR LES CHEMINS VICINAUX.

LOUIS-PHILIPPE, roi des Français,
A tous présents et à venir, salut.
Nous avons proposé, les chambres ont adopté, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

SECTION PREMIÈRE.

Chemins vicinaux.

Article 1^{er}. Les chemins vicinaux légalement reconnus sont à la charge des communes, sauf les dispositions de l'art. 7 ci-après.

Art. 2. En cas d'insuffisance des ressources ordinaires des communes, il sera pourvu à l'entretien des chemins vicinaux à l'aide, soit de prestations en nature; dont le maximum est fixé à trois journées de travail, soit de centimes spéciaux en addition au principal des quatre contributions directes, et dont le maximum est fixé à cinq.

Le conseil municipal pourra voter l'une ou l'autre de ces ressources, ou toutes deux concurremment.

Le concours des plus imposés ne sera pas nécessaire dans les délibérations prises pour l'exécution du présent article.

Art. 3. Tout habitant, chef de famille ou d'établissement, de fermier ou de colon partiaire porté aux rôles des contributions directes, pourra être appelé à fournir chaque année une prestation de trois jours.

1^o Pour sa personne et pour chaque individu mâle, valide, âgé de 18 ans au moins et de soixante ans au plus, membre ou serviteur de la famille, et résidant dans la commune.

2^o Pour chacune des charrettes ou voitures attelées, et, en outre, pour chacune des bêtes de somme, de trait, de selle, au service de la famille ou de l'établissement dans la commune.

Art. 4. La prestation sera appréciée en argent, conformément à la valeur qui aura été attribuée annuellement pour la commune à chaque espèce de journée par le conseil-général, sur les propositions des conseils d'arrondissement.

La prestation pourra être acquittée en nature ou en argent, au gré du contribuable. Toutes les fois que le contribuable n'aura pas opté dans les délais prescrits, la prestation sera de droit exigible en argent.

La prestation non rachetée en argent pourra être convertie en tâches, d'après les bases et évaluations de travaux préalablement fixées par le conseil municipal.

Art. 5. Si le conseil municipal mis en demeure n'a pas voté, dans la session désignée à cet effet, les prestations et centimes nécessaires, ou si la commune n'en a pas fait emploi dans les délais prescrits, le préfet pourra, d'office, soit imposer la commune dans les limites du maximum, soit faire exécuter les travaux.

Chaque année, le préfet communiquera au conseil-général l'état des impositions établies, d'office, en vertu du présent article.

Art. 6. Lorsqu'un chemin vicinal intéressera plusieurs communes, le préfet, sur l'avis des conseils municipaux, désignera les communes qui devront concourir à sa construction ou à son entretien, et fixera la proportion dans laquelle chacune d'elles y contribuera.

SECTION II.

Chemins vicinaux de grande communication.

Art. 7. Les chemins vicinaux peuvent, selon leur importance, être déclarés chemins vicinaux de grande communication par le conseil-général, sur l'avis des conseils municipaux, des conseils d'arrondissement, et sur la proposition du préfet.

Sur les mêmes avis et propositions, le conseil-général détermine la direction de chaque chemin vicinal de grande communication, et désigne les communes qui doivent contribuer à sa construction ou à son entretien.

Le préfet fixe la largeur et les limites du chemin, et détermine annuellement la proportion dans laquelle chaque commune doit concourir à l'entretien de la ligne vicinale dont elle dépend; il statue sur les offres faites par les particuliers, associations de particuliers ou de communes.

Art. 8. Les chemins vicinaux de grande communication, et, dans des cas extraordinaires, les autres chemins vicinaux, pourront recevoir des subventions sur les fonds départementaux.

Il sera pourvu à ces subventions au moyen des centimes facultatifs ordinaires du département, et de centimes spéciaux votés annuellement par le conseil-général.

La distribution des subventions sera faite, en ayant égard aux ressources, aux sacrifices et aux besoins des communes, par le préfet, qui en rendra compte, chaque année, au conseil-général.

Les communes apporteront la portion des dépenses mise à leur charge, au moyen de leurs revenus ordinaires, et, en cas d'insuffisance, au moyen de deux journées de prestations sur les trois journées autorisées par l'art. 2, et des deux tiers des centimes votés par le conseil municipal en vertu du même article.

Art. 9. Les chemins vicinaux de grande communication sont placés sous l'autorité du préfet. Les dispositions des articles 4 et 5 de la présente loi leur sont applicables.

Dispositions générales.

Art. 10. Les chemins vicinaux reconnus et maintenus comme tels sont imprescriptibles.

Art. 11. Le préfet pourra nommer les agents-voyers.

Leur traitement sera fixé par le conseil-général. Ce traitement sera prélevé sur les fonds affectés aux travaux.

Les agents-voyers, prêteront serment; ils auront le droit de constater les contraventions et délits, et d'en dresser des procès-verbaux.

Art. 12. Le maximum des centimes spéciaux qui pourront être votés par les conseils-généraux, en vertu de la présente loi, sera déterminé annuellement par la loi des finances.

Art. 13. Les propriétés de l'état, productives de revenus, contribueront aux dépenses des chemins vicinaux, dans les mêmes proportions que

les propriétés privées, et d'après un rôle spécial dressé par le préfet.

Les propriétés de la couronne contribueront aux mêmes dépenses, conformément à l'art. 13 de la loi du 2 mars 1832.

Art. 14. Toute loi qu'un chemin vicinal entrete nu à l'état de viabilité, par une commune, sera habituellement ou temporairement dégradé par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute entreprise industrielle appartenant à des particuliers, à des établissements publics, à la couronne ou à l'état; il pourra y avoir lieu à imposer aux entrepreneurs ou propriétaires, suivant que l'exploitation ou les transports auront eu lieu pour les uns ou les autres, des subventions spéciales, dont la quotité sera proportionnée à la dégradation extraordinaire qui devrait être attribuée aux exploitations.

Ces subventions pourront, au choix des subventionnaires, être acquittées en argent ou en prestations en nature, et seront exclusivement affectées à ceux des chemins qui y auront donné lieu.

Elles seront réglées annuellement, sur la demande des communes, par le conseil de préfecture, après des expertises contradictoires, et recouvrées comme en matière de contributions directes.

Les experts seront nommés suivant le mode déterminé par l'art. 17 ci-après.

Des subventions pourront aussi être déterminées par abonnement; elles seront réglées, dans ce cas, par le préfet en conseil de préfecture.

Art. 15. Les arrêtés du préfet portant reconnaissance et fixation de la largeur d'un chemin vicinal attribuent définitivement au chemin le sol compris dans les limites qu'ils déterminent.

Le droit des propriétaires riverains se résout en une indemnité qui sera réglée à l'amiable ou par le juge de paix du canton, sur le rapport d'experts nommés conformément à l'art. 17.

Art. 16. Les travaux d'ouverture et de redressement des chemins vicinaux seront autorisés par arrêté du préfet.

Lorsque, pour l'exécution du présent article, il y aura lieu de recourir à l'expropriation, le jury spécial chargé de régler les indemnités ne sera composé que de quatre jurés. Le tribunal d'arrondissement, en prononçant l'expropriation, désignera, pour présider et diriger le jury, l'un de ses membres ou le juge de paix du canton. Ce magistrat aura voix délibérative en cas de partage.

Le tribunal choisira, sur la liste générale prescrite par l'art. 29 de la loi du 7 juillet 1833, quatre personnes pour former le jury spécial, et trois jurés supplémentaires. L'administration et la partie intéressée auront respectivement le droit d'exercer une récusation péremptoire.

Le juge recevra les acquiescements des parties. Son procès-verbal emportera translation définitive de propriété.

Le recours en cassation, soit contre le jugement qui prononce l'expropriation, soit contre la déclaration du jury qui règle l'indemnité, n'aura lieu que dans le cas prévu et selon les formes déterminées par la loi du 7 juillet 1833.

Art. 17. Les extractions des matériaux, les dépôts ou enlèvements de terre, les occupations temporaires de terrains, seront autorisés par arrêté du préfet, lequel désignera les lieux; cet arrêté sera notifié aux parties intéressées au moins dix jours avant que son exécution puisse être commencée.

Si l'indemnité ne peut être fixée à l'amiable, elle sera réglée par le conseil de préfecture, sur le rapport d'experts nommés, l'un par le sous-préfet, et l'autre par le propriétaire.

En cas de discord, le tiers-expert sera nommé par le conseil de préfecture.

Art. 18. L'action en indemnité des propriétaires pour les terrains qui auront servi à la confection des chemins vicinaux, et pour extraction de matériaux sera prescrite par le laps de deux ans.

Art. 19. En cas de changement de direction ou d'abandon d'un chemin vicinal, en tout ou partie, les propriétaires riverains de la partie de ce chemin qui cessera de servir de voie de communication pourront faire leur soumission de s'en rendre acquéreurs, et d'en payer la valeur qui sera fixée par des experts nommés dans la forme déterminée par l'art. 17.

Art. 20. Les plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, marchés, adjudications de travaux, quittances et autres actes ayant pour objet exclusif la construction, l'entretien et la réparations des chemins vicinaux, seront enregistrés moyennant le droit fixe d'un franc.

Les actions civiles intentées par les communes ou dirigées contre elles, relativement à leurs chemins, seront jugées comme affaires sommaires et urgentes, conformément à l'art. 405 du Code de procédure civile.

Art. 21. Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, chaque préfet fera, pour assurer l'exécution, un règlement qui sera communiqué au conseil-général, et transmis avec ses observations au ministre de l'intérieur, pour être approuvé s'il y a lieu.

Ce règlement fixera dans chaque département le maximum de la largeur des chemins vicinaux; il fixera, en outre, les délais nécessaires à l'exécution de chaque mesure, les époques auxquelles les prestations en nature devront être faites, le mode de leur emploi ou de leur conversion en tâches, et statuera en même temps sur tout ce qui est relatif à la confection des rôles, à la comptabilité, aux adjudications et à leur forme, aux alignements, aux autorisations de construire le long des chemins; à l'écoulement des eaux, aux plantations, à l'égoutage, aux fossés, à leur curage et à tous autres détails de surveillance et de conservation.

Art. 22. Toutes les dispositions des lois antérieures demeurant abrogées en ce qu'elles auraient de contraire à la loi présente.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des pairs et par celle des députés, et sanctionnée par nous aujourd'hui, sera exécutée comme loi de l'état.

Donnons en mandement à nos cours et tribunaux, préfets, corps administratifs et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 21^{er} jour du mois de mai, l'an 1836.

LOUIS-PHILIPPE.

Par le roi :

Le pair de France, ministre secrétaire d'état
au département de l'intérieur,
MONTALIVET.

NOUVELLES D'AFRIQUE.

Tafna, le 8 juin 1836.

Il paraît que quelques alarmistes s'étaient plu à exagérer nos pertes et à présenter l'armée comme fortement compromise. Nous devons à cette exagération un renfort de troupes plus que suffisant pour marcher hardiment sur l'ennemi, le ravitailler, puis rentrer à Oran en nous vengeant, chemin faisant, sur toutes les tribus qui auront été assez peu avisées pour croire encore à la force de l'ennemi et combattre sous son drapeau.

Les Arabes nos alliés, consternés à la nouvelle des pertes qu'ils avaient éprouvées aux environs d'Oran, ont repris courage en apprenant que des secours sont attendus, ils ne respirent que la vengeance, et elle sera terrible; car c'est pour leurs enfants et pour leurs femmes enlevées que beaucoup d'entre eux combattront. L'armée entière a témoigné sa joie, quand le 3 juin, dans l'après-midi, elle vit paraître les bateaux à vapeur le *Phare* et la *Chimère*, traînant chacun un gros vaisseau de ligne qu'ils vinrent placer entre le camp et l'île de Raghoun. Ces vaisseaux furent suivis le lendemain d'un troisième, et en moins de quatre heures, 3,200 hommes furent vomis par eux sur la plage. Grand à dû être l'étonnement des ennemis qui nous observaient de loin, quand deux jours plus tard une seconde armée est sortie des flancs de deux nouveaux vaisseaux. C'est le 6 que le général Bugeaud est descendu au camp.

Le général d'Arlandes l'a quitté le 7. Ce même jour notre nouveau chef a reçu les officiers de l'armée auxquels il a fait un discours. Ses projets sur la marche de l'armée et sur l'occupation ultérieure de la partie fortifiée du camp ne sont pas encore connus. On sait seulement qu'il veut agir vigoureusement et donner une bonne leçon aux tribus rebelles. Les moyens ne lui manqueront pas. Deux demi-batteries de campagne, deux pièces de montagnes et des fusées à la congère ont été conduits d'Alger au camp par le colonel d'artillerie Tournemine. Nous avions déjà plusieurs pièces de campagne et de montagne. (Sémaphore de Marseille.)

PARIS.

M. Pozzo di Borgo doit arriver de Londres vers la fin de la semaine. Son séjour à Paris ne durera guères plus d'un mois. Il ira ensuite passer une saison aux bains de Lucques, qui sont recommandés par les médecins à sa suite. M. Pozzo di Borgo passera ensuite l'automne dans les riches propriétés qu'il possède entre Livourne et Florence. On pense généralement que l'ex-ambassadeur y fixera sa résidence, en renonçant définitivement à la diplomatie. (Impartial du ro.)

— Le Bulletin des Lois (numéro 434) contient une ordonnance qui supprime les commissions sanitaires de Saint-Florent et de Gaivi.

— On assure qu'un incendie vient de détruire en partie la magnifique cathédrale de Chartres. C'est le samedi, 4 juin, après midi, que le feu a pris par l'imprudence des ouvriers plombiers occupés à faire des soudures dans les galeries des combles. L'immense charpente en châtaignier, surnommée la Forêt, a été dévorée. Les voûtes de la nef et du bas-côté ont été fort endommagées. On évalue la perte totale à plus de 3 millions.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ESPAGNE.

On écrit de Madrid, le 6 juin (correspondance ministérielle) :

« Les élections et l'armée sont aujourd'hui les deux points capitaux sur lesquels se porte plus spécialement l'attention du gouvernement. On reçoit des nouvelles satisfaisantes des provinces; elles permettent d'assurer des résultats heureux.

« Il paraît certain que le nouveau ministère, pour ne pas compromettre le résultat d'importantes négociations ouvertes à l'étranger, se propose de ne pas modifier le personnel du corps diplomatique. Les ambassadeurs de Paris et de

dans la lutte qui s'engagera sur le terrain électoral. Il s'est fait à Cadix même, dans les esprits, une réaction aussi favorable qu'inattendue. Quant à l'armée, le général Cordova, que l'état de sa santé retient encore quelques jours dans la capitale, répond de son excellent esprit. On assure qu'il a arrêté, d'accord avec le ministère, un plan d'opérations dont le succès paraît devoir être infaillible en Navarre, surtout avec les secours indirects, mais efficaces de la France. Le général en chef et le président du conseil fondent les plus grandes espérances sur cette coopération active. Londres continueront à occuper leurs hautes positions.

On attend toujours avec impatience l'acceptation de M. Aguirre-Solarte, dont la présence ici serait très importante pour combiner les opérations financières avec les opérations militaires et électoralles que le ministère a en vue. La bourse a offert aujourd'hui un aspect plus animé que samedi. La dette sans intérêts a été faite à 11 1/2 à trente jour, et à 13 à soixante jours.

(Le National de 1834.)

AUTRICHE.

On lit dans une correspondance du *Mercur de Souabe* :

« Les ducs d'Orléans et de Nemours, après avoir assisté hier à une grande revue de la garnison, ont été faire une visite aux tombeaux de la famille impériale. Devant le monument où sont renfermés les restes du fils de l'empereur français, les deux princes se sont arrêtés quelques instants dans un profond recueillement; on eût dit que leur pensée s'arrêtait tristement sur les derniers débris d'une dynastie éteinte pour la France et lorsque le capitaine qui dirigeait leurs pas sous leur voûte souterraine, leur dit en leur montrant le cercueil du fils de Napoléon : « Ici repose le duc Reischadt sur lequel s'est appuyé le sommeil éternel. » Ces simples paroles prononcées d'un ton emphatique parurent produire une vive impression sur le duc d'Orléans, qui, s'emparant du bras de son frère, s'empressa de s'éloigner avec lui de ce cercueil muet, qui rappelait si eloquemment aux deux frères l'instabilité des choses humaines. Les deux princes ont passé près d'une heure dans ce caveau. Le recueillement des deux illustres frères sembla se prolonger même après leur sortie de ce sanctuaire de la mort. Le duc d'Orléans surtout était d'une édifiante gravité. »

VARIÉTÉS.

LA MISE A L'EAU D'UNE BARQUE DE PÊCHEUR.

Un jour de fête, selon l'usage, une barque nouvellement construite allait être lancée à la mer. De très grand matin les pêcheurs à qui elle appartenait et dont elle était l'unique avoir présent et tout l'espoir à venir, s'étaient levés transportés de joie d'être si près d'un moment qu'ils avaient tant désiré. Mais avant de rien entreprendre, et par un sentiment religieux si puissant chez des hommes voués par état à des dangers de tous les instants, ils se placèrent dans l'attitude de la prière devant une image de la Vierge, au dessous de laquelle une petite lampe avait brûlé toute la nuit, et adressèrent une fervente invocation à la sainte patronne pour le salut de leur fragile embarcation. Ils rangèrent ensuite, en toute hâte, les nattes de joncs marins qui leur servaient de lits, et jetant lestement sur les épaules leur plus beau cafetan, et coiffés du bonnet phrygien, aux vives couleurs éclatantes, ils s'acheminèrent joyeusement, en chantant une barcarole, vers l'endroit du rivage

où le bateau tout apprêté d'avance n'attendait que sa parure brillante et la bénédiction d'un chapelain, pour s'élever fendant et léger vers l'espace que lui assignait sa petite capacité dans l'onde immense et mouvante qui se déroulait devant lui et dont les vagues, poussées mollement par la brise du matin, frémissaient et battaient le rivage.

Déjà sur le môle étaient rassemblés les nombreux marins, empressés d'assister à la cérémonie. Groupés autour de l'esquif, ils faisaient de judicieuses observations, les uns sur la force de sa membrure qui lui présageait une longue durée en permettant de résister au déferlement des vagues; les autres sur la précision des jointures de ses bordages et la forme velte de sa coque, taillée pour une marche avantageuse. Ces réflexions furent bientôt interrompues par l'arrivée du patron du bateau d'un côté, et de l'autre par celle plus bruyante d'une troupe d'enfants chargés de fleurs de toute espèce, vermillons et odorantes, encore mouillées par l'abondante rosée du matin, ils en attachèrent aussitôt un énorme bouquet à l'extrémité du passavant avec de longs rubans de diverses couleurs que l'air agitaient et faisait flotter de tous côtés. Peu d'instants après, un prêtre revêtu du surplis et de l'étole, suivi d'un enfant qui portait l'eau bénite, vint se ranger à l'arrière du bateau. Les marins en cercle au tour de lui, la tête découverte et s'agenouillant humblement, répétaient en chœur une courte oraison. Le prêtre lui donna un non de saint protecteur et l'aspergea d'eau bénite; aussitôt le chant bruyant et saccadé du hallage succéda au bruit uniforme et sourd de la prière, les marins relevés et alertes saisirent d'un mouvement adroit, les uns les bordages du bateau, d'autres buttant du dos contre ses flancs, lui imprimèrent un mouvement d'oscillation qui l'ébranla sur les lisses savonnées, dont la pente rapide inclinait vers la mer. En ce moment des enfants sautant de tous côtés sur le bateau, un effort plus puissant lui donna un dernier élan, sa quille glissa, l'entraine, et l'impulsion est telle, qu'un instant en l'air, comme l'oiseau pêcheur de ces parages, il tombe horizontalement à la mer à plusieurs pieds de la jetée.

Les enfants, semblables à de jeunes tritons, se précipitent et plongent de tout côté. A l'instant de sa chute un cri sonore et général, poussé par de mâles poitrines, salue la barque et le soleil qui en ce moment paraît à l'horizon sur un ciel d'or et d'azur. Ce cri retentissant qui émeut l'âme en rappelant un grand homme et d'impérissables souvenirs de gloire, était celui de : *Vive Napoléon*. Le lieu et la scène, Ajaccio, au mois de juin 1834. (Communiqué.)

NÉCROLOGIE.

M. l'adjutant général Amici, vient de mourir à Belgodère, son pays natal, à l'âge de 69 ans. C'était un homme universellement estimé et d'une probité reconnue.

Entré au service à l'époque de la grande révolution de 89, son courage et son intelligence le firent bientôt remarquer. Après la campagne d'Italie, où il se distingua, il passa par ordre de l'Empereur dans le royaume de Naples. C'est là que sa belle réputation militaire lui valut le grade d'adjutant général. Le roi Murat l'appela au commandement supérieur de deux des plus considérables provinces où fermentait le levain de l'insurrection. Alliant la fermeté à la modération, cet officier distingué remplit le but de ses missions importantes de manière à mériter de nouveaux témoignages de la confiance de son Roi. Mais les funestes événements de 1814 mirent un

terme prématuré à la carrière qu'il parcourait avec distinction.

Rentré dans la vie civile avec des centaines de ses compatriotes, il comprit que même dans les loisirs de la paix, il est pour les militaires une autre façon de servir le pays, c'est de donner l'exemple de la soumission aux lois, et de l'édifier par l'exemple de toutes les vertus sociales.

Telle fut sa vie. Quel autre éloge l'homme de bien pourrait-il désirer?

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 15 au 22 juin.

LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota, avec passagers.

GENÈS, *beauf Jésus-Marie*, capitaine Baussa, avec myrtille.

CIVITA-VECCHIA, gondole *St-Vincent-Ferrari*, cap. Benedettini, avec pite.

PROPRIANO, *beauf Assomption*, capit. Raffi, avec blé.

TOULON, bateau à vapeur *le Golo*, c. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.

MARSEILLE, goélette *Constance*, capit. Rogliano, diverses marchandises.

ANTIBES, tartane *Saint-Gabriel*, capit. Carbonel, avec poterie.

AGDE, brick-goélette *Tourneur*, capit. Triol, avec sol.

PROPRIANO, *beauf Assomption*, cap. Saettoni, avec blé.

FIUMORBO, mistick *Assomption*, cap. Valery, avec écorce.

DÉPARTS.

Du 15 au 22 juin.

Pr. TOULON, bateau à vapeur *le Golo*, cap. Valzi, avec dépêches.

LIVOURNE, mistick *Assomption*, c. Cambiaggio, avec écorce.

SAINT-FLORENT, bombarde *Assomption*, cap. Salge, avec blé.

MARSEILLE, tartane *Vierge-des-Carmes*, c. Guittella, avec huile.

PIRELLLO, mistick *Saint-Vincent-Ferrari*, c. Ricci, en lest.

ORAN, goélette *Trois-Frères*, cap. Valery.

LIVOURNE, mistick *Conception*, cap. Loquente.

MARSEILLE, bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota.

GENÈS, *beauf Vierge-des-Carmes*, cap. Figgallo.

FIGARETE, mistick *Conception*, c. Bertocci.

LIVOURNE, *beauf Conception*, cap. Gabrielli.

CALVI, *beauf Deux-Cousins*, cap. Gentile.

ANNONCES ET AVIS.

SIROP JOHNSON

Bréveté pour guérir les palpitations, les toux, les rhumes, l'asthme et les catarrhes; il calme les nerfs, agit sur le sang et sur les voies urinaires. Dépôt dans les pharmacies de MM. Castelli, à Bonifacio; Denobili, à Corte; Giuliardi, à l'île-Rousse.

AUBERGE A OREZZA.

CHARRIÈRE, aubergiste, à Bastia, à l'honneur de prévenir les personnes qui se rendent à Orezza, qu'il partira le 15 du mois prochain pour établir un auberge à Piedicroce où l'on sera bien servi et à des prix modérés.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia, De l'imprimerie de CÉSAR FABIANI.

MERCREDI 29 JUIN 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDI.

TROISIÈME ANNÉE, N° 85.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A FORMES-CORRESPONDANT DE L'ÉPÉE ET DE LA BOUTEILLE

100 C^t, rue N. Dame des victoires N° 18.

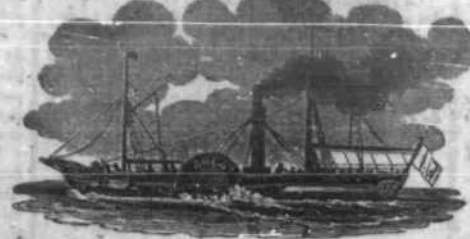
A la librairie correspondance de M. JOURN

et C^t Place de la Bourse, N° 63 à la cor

resp^t Librairie de J. P. VÉZATIS et C^t rue

Bourbon Villeneuve N° 45, on l'on reçoit

les annonces pour L'INSULAIRE FRANÇAIS.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



CORSE.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

« Paris, 26 juin 1836, à 1 heure du matin.

« Le ministre de l'intérieur à MM. les Préfets et Sous-Préfets.

« Le Roi vient d'échapper à un nouveau danger. Un individu a tiré sur le Roi, qui n'a pas été atteint; l'assassin est arrêté.

« Paris est indigné. L'ordre règne partout.

« Pour copie :

« Signé, Ch. LEMAISTRE. »

Nous comprenons l'indignation du peuple parisien. La France entière s'émue à la nouvelle de ces grands attentats. Menacer les jours du Roi, c'est frapper au cœur tous les bons français, c'est appeler sur son pays tous les maux de l'anarchie.

L'horreur qui s'est attaché au nom de Fieschi aurait dû avertir l'assassin que les atteintes contre la vie du chef de l'état sont désavouées par tous les partis.

La Corse déplore amèrement cette série de tentatives contre les jours du souverain. Il est douloureux de penser qu'il n'y a point d'année où quelque nouveau complot ne vienne consterner la France et menacer la stabilité du trône!

Où en serions nous si la providence ne veillait pas sur les jours de Sa Majesté? Nous attendons avec impatience les détails de ce triste événement.

M. DE LAMARTINE EN CORSE.

« M. de Lamartine doit aller incessamment en Corse. Il veut voir Bastia, Ajaccio, Corti; il pénétrera dans les montagnes, verra Aleria et les carrières de granit et reviendra plein de souvenirs et d'inspirations, pour le poème qu'en ce moment il médite et qu'il nous promet. »

(Sémaphore de Marseille.)

Cette nouvelle sera accueillie avec transport dans toute la Corse. C'est une terre vierge pour la littérature que le grand poète vient visiter. Des peintures de mœurs et de caractères, inédites et sans couleur locale, quelques anecdotes qui tiennent plus de la fable que de la vérité, des aperçus incomplets sur notre état moral, et plus souvent encore des tableaux fantastiques, où il n'y a de réel que l'esprit de dénigrement et le désir de se faire valoir au dépens du pays, voilà à quoi se réduisent en définitive les relations des voyageurs, et quelquefois même les discours de

tribune. Faut-il s'étonner ensuite si nous sommes si peu connus et si mal appréciés? M. de Lamartine qui sait observer en moraliste et peindre en poète, entreprend ce voyage dans des vues plus pures et plus élevées. Ce n'est pas pour nous contester les qualités qui nous distinguent et mettre à leur place des vices qui ne sont pas plus les vices de la génération actuelle que ceux de nos pères, qu'il passe la Méditerranée. Il vient parmi nous pour déceler l'empreinte et le type des mœurs et des caractères, pour restituer à notre physionomie morale ses véritables traits. Si notre époque prosaïque et positive, ne comporte plus les brillantes réceptions des beaux jours de la poésie; s'il n'est plus dans nos usages de tresser des couronnes de lauriers et de repandre autour d'eux des guirlandes de fleurs; que, du moins, chacun de ses pas soit marqué par des témoignages d'admiration et de sympathie. Montrons nous à l'auteur de *Jocelyn*, tels que nous sommes, en effet, enthousiastes du génie, fiers sans orgueil, braves sans ostentation, jaloux des souvenirs historiques que le dépôt est confié à la garde du patriotisme, sensibles aux bienfaits, mais incapables d'endurer les outrages, belliqueux par instinct, mais disciplinables par raison, Corses, enfin, par l'énergie du caractère, Français par le cœur.

L'individualité de ce peuple si peu compris, si mal jugé, sera promptement saisie par le poète voyageur. C'est pour nous étudier de près qu'il va pénétrer bien avant dans nos montagnes. Il veut s'asseoir à la table frugale du laboureur, se délasser des fatigues du voyage sous le modeste abri des bergers, entendre leur chants, se mêler à leurs spirituelles causeries. Tantôt on le verra gravir des montagnes escarpées pour promener au loin des regards explorateurs sur de vastes horizons; tantôt il ira rêver dans un recueillement poétique au sein de nos magnifiques forêts.

Le sommet de Monte-Rotondo fixera sans doute sa course à travers les rivières du Golo et du Liamone. Assis sur son large plateau, comme un Dieu de l'Olympe, sa vue se reposera sur les montagnes de l'Italie. A côté de lui, des glaciers éternels où prennent leurs sources les rivières qui portent sur tout notre sol la fraîcheur et la fécondité; à ses pieds, le vaste bassin de la Méditerranée! Quel champ immense pour sa muse divine! Ah! qu'il sera beau de lire un jour les vers harmonieux que ce grand spectacle aura inspiré à l'illustre voyageur! Heureuse la Corse, s'il réserve pour elle quelques pages du poème dont

il promet d'enrichir encore la littérature française! Pourquoi nous serait-il défendu de former le vœu qu'un grand capitaine exprima sur le tombeau d'Achille? Livrons nous donc à l'espoir d'entendre bientôt tous les échos du parnasse résonner harmonieusement le nom de la Corse. Que ne pouvons nous lire déjà ce que l'aspect du berceau de l'Empereur lui inspirera de vers touchants? Que le salut du poète sera sublime! que les émotions de son cœur seront eloquentes, lorsque entrant dans la chambre modeste où le héros ouvrit pour la première fois les yeux à la lumière, il mesurera toute la distance qui le séparait du trône dont la victoire lui fraya le chemin.

Mais M. de Lamartine n'est pas seulement poète. Ses discours de tribune ont révélé un esprit positif et lui ont assigné un rang distingué parmi les premiers orateurs de la Chambre.

Aussi ne s'arrêtera-t-il pas exclusivement au côté pittoresque; mais en même temps qu'il se montrera avide de découvrir et de connaître tout ce qui pourra enflammer son imagination et exciter sa verve intarissable, il n'oubliera point que comme économiste, il lui appartient de rechercher aussi tout ce qui peut enrichir le pays et accroître sa prospérité. Peut-être à son retour sur le continent, sera-t-il étonné de ce que les gouvernements antérieurs aient méconnu et négligé tout ce qu'il renferme d'éléments de grandeur et de richesse. Deux avantages précieux sortiront pour ce département de la visite de M. de Lamartine, de la gloire poétique et des vues utiles. De pareils hôtes peuvent s'avancer avec sécurité dans nos montagnes. Partout ils trouvent des guides, partout l'aurole de gloire qui les environne les signale aux respects des habitants. Le prestige de leur renommée les suit dans toutes leurs excursions.

Les cabanes grossières cachent plus d'un poète. C'est avec les chants du Tasse et de l'Arioste que les bergers charment les ennuis des longues journées de mai. Familiarisé de bonne heure avec la langue si riche, si variée des Dante et des Petrarque, l'auteur des *Méditations* croira respirer par intervalle une atmosphère poétique. Avant tout départ plus d'un sonnet aura payé un tribut d'admiration à l'illustre voyageur, et désormais son nom se mêlera plus d'une fois aux chansons de nos pères.

Nous n'avions pas trop présumé du patriotisme de nos concitoyens de l'autre côté des monts, en annonçant d'avance, que les sentiments dont la

ville de Bastia a été saisie à la lecture du discours inconstitutionnel par lequel M. Mottet a si profondément blessé notre susceptibilité nationale, aurait trouvé d'énergiques organes au sein des corps municipaux.

La ville de Sartène qui n'est jamais demeurée étrangère à aucun mouvement patriotique, s'est vivement émue à la pensée qu'il se fût rencontré, en 1836, un député assez étranger au caractère et aux mœurs des Corses, à l'esprit et au but de nos institutions politiques, pour rêver une sorte de puissance dictatoriale.

Ce n'est pas un vain orgueil qui a réveillé chez nos compatriotes de nobles souvenirs. Les glorieuses traditions qu'ils rappellent, comme autant de protestations contre le régime du bon plaisir, vivent encore au fond de toutes les âmes.

La main audacieuse qui veut signer de pareilles lois, doit commencer par déchirer les plus belles pages de nos annales. Ils sont passés sans retour les temps où il y avait à craindre le retrait ou la suspension des franchises constitutionnelles. De nos jours, lorsque la révolution de juillet a fait disparaître jusqu'aux dernières traces de ce système odieux, ces tentatives impuissantes n'aboutissent qu'à raffermir davantage le sentiment impérissable de nos droits.

Bien que le danger ne soit pas sérieux, tous les Corses vraiment dignes de ce nom, ne se rallient pas moins autour des défenseurs de nos précieuses libertés.

Peu importe si quelques voix solitaires ont essayé timidement de justifier ce que la majorité condamne. C'est à la France à juger de quel côté se trouvent les véritables Corses; et que peut, en effet, une mystérieuse adresse conçue et circulaire dans un petit nombre de signatures, en présence de l'éclatante manifestation de l'opinion publique?

Adresse de la ville de Sartène à M. L'imprégné, député.

M. le Député,

Les membres composant le conseil municipal et les autres notabilités de la ville de Sartène, m'ont recommandé de vous adresser un vote de remerciement pour la noble défense que vous avez faite de nos droits à la Chambre des Députés.

La Corse a vaillamment combattu pendant des siècles, pour se soustraire à la tyrannie, dans un temps où l'Europe en subissait ignominieusement le joug. Comment aujourd'hui peut-on réclamer contre nous des lois d'exception ou le gouvernement à bon plaisir, après la révolution de juillet et la Charte? Serait-ce le prix de tant de sang versé et du courage héroïque de nos pères?

Chaque pays a un caractère dominant qui lui est propre. Celui des Corses est l'amour outré de la justice; ils ne peuvent souffrir l'humiliation ni la violence. C'est un malheur; mais le remède n'est pas dans l'arbitraire qui a toujours révolté les esprits généreux.

Quand le gouvernement s'occupera sérieusement des moyens de faire prospérer un département, en faveur duquel on a proposé mille projets divers d'amélioration, sans en accomplir un seul, alors la terre qui renferme dans son sein toutes les productions utiles et le germe des plus belles vertus, prouvera, peut-être, que le présentiment du philosophe citoyen, n'était pas un rêve.

On a reproché à nos compatriotes que les Romains n'en voulaient pas pour esclaves. C'est le meilleur éloge. Cela prouve qu'ils aimaient la liberté plus que leurs superbes vainqueurs. Quel peuple viendra s'enorgueillir de savoir vivre dans le servage à la merci du caprice d'un maître absolu?

Ce reproche nous le méritons encore aux yeux des autres nations: Français et dignes de l'être, nous ne voulons d'autres lois que celles qui régissent toute la France. Nous avons partagé ses périls; le monde sait la part que nous avons eue à sa gloire, nous entendons jouir de tous les bienfaits de ses institutions.

Le maire de la ville de Sartène :

P. PIETRI.

Sartène, le 16 juin 1836.

La ville de l'Île-Rousse qui est toujours fière d'avoir eu pour fondateur l'illustre général Paoli, ne pouvait rester en arrière. L'adresse suivante nous prouve qu'elle se souvient, au besoin, de sa noble origine.

M. le Député,

Depuis que vous représentez la Corse à la chambre élective, vous avez eu plusieurs fois occasion de monter à la tribune pour soutenir les intérêts d'un pays, qui, quoique éminemment français, a été long-temps oublié par les gouvernements qui se sont succédé à dater de sa réunion à la France. Vos sages et énergiques remontrances n'ont pas été infructueuses. Les garanties constitutionnelles, les marques de sollicitude que nous avons obtenues du gouvernement issu de la révolution de juillet, seront fécondes en résultats utiles: elles nous font espérer un avenir prospère et des jours plus heureux.

Quel a été notre étonnement, lorsque nous avons entendu les accusations injoues dont la Corse a été naguères l'objet et dont vous avez fait justice en prenant à l'instant même la parole pour défendre nos droits; pour faire connaître notre véritable situation et rétablir les faits si étrangement dénaturés! Votre réponse patriotique a excité une vive sympathie au sein de la Chambre: il y a toujours de l'écho dans une assemblée française lorsqu'on fait un appel aux sentiments généraux, lorsqu'on invoque son appui pour le maintien des lois.

Honneur à vous, Monsieur, qui avez été le digne interprète de nos vœux les plus chers, de nos véritables sentiments! Si tous vos concitoyens eussent été présents à cette mémorable séance, ils auraient couvert vos paroles d'un tonnerre d'applaudissements, et vous auriez reçu de leurs mains la couronne civique que vous avez méritée.

Agrez, Monsieur le Député, l'expression de notre attachement, de notre estime et de notre éternelle reconnaissance.

Les membres du conseil municipal et les notables de la ville de l'Île Rousse.

(Suivent les signatures.)

Île-Rousse, 24 juin 1836.

Madame la princesse de Galitzin, née Souvoroff, venant d'Italie, est arrivée à Bastia sur le bateau à vapeur le *Napoléon*. Elle se propose, dit-on, de parcourir la Corse et se procure avec empressement tout ce qu'on a publié sur les mœurs et les productions de son sol.

Le conseil-général a souscrit pour 50 exemplaires de la statistique de M. Robiquet. Nous avons pensé que l'on pouvait employer cet argent plus utilement. Mais puisque ces exemplaires coûtent 1,200 fr. on devrait, du moins, en envoyer un à la bibliothèque de Bastia. Nous ignorons si M. le Préfet en a enrichi celle d'Ajaccio. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un ouvrage acheté

avec les deniers des contribuables ne se trouve point dans les dépôts publics.

Nous savons aussi que des conseils municipaux de plusieurs communes ont émis le vœu que l'histoire de M. Renucci fût acquise pour être déposée dans les archives municipales. Ils avaient, par conséquent, porté la somme de 8 francs au chap. des dépenses.

M. le Préfet, sage économiste des fonds communaux, a rayé de leurs budgets la somme votée. Craindrait-il, par hasard, que l'étude de l'histoire nationale n'eût plus d'attrait que la lecture des proclamations officielles? ou bien veut-il que les communes consacrent cet argent à l'abonnement du *Journal libre*?

NOUVELLES D'AFRIQUE.

Les périls de la guerre ne sont pas ce que l'armée d'Afrique redoute le plus. Avec du courage et d'habiles manœuvres les soldats Français passent partout. Les guerres de la république et de l'empire ont prouvé à l'Europe ce que peut la bravoure quand elle est dirigée par des généraux éprouvés. Mais ce qui fait plus de peur à nos soldats que les tribus ennemies, c'est la dissenterie; plusieurs militaires, en sont atteints. Il faut espérer que des mesures seront prises pour empêcher que cette maladie devienne épidémique. Voici ce que nous lisons sur l'Afrique dans le *Sémaphore* du 22 :

« On pense toujours que l'expédition partira de l'Algérie le 15, mais les projets du général Bugeaud sont un mystère pour tout le monde, on croit du reste qu'Abd-el-Kader, suivant sa tactique ordinaire, tentera de nous disputer quelques passages; mais qu'il se retirera bientôt dans les tribus du grand Atlas jusqu'à ce que le départ des troupes lui donne de nouveau l'occasion de nous inquiéter. Tant qu'on n'occupera pas les villes les plus importantes situées dans l'intérieur à 20 ou 25 lieues de la côte et qu'on ne les liera pas entre elles par des camps retranchés on ne pourra protéger efficacement les tribus amies, on n'empêchera pas les rassemblements d'Arabes et on n'obtiendra aucun résultat définitif. »

Tout le monde sait que l'on s'occupe depuis long-temps de la construction d'un môle pour la ville d'Alger. Le projet de le prolonger de deux cents toises entraîne nécessairement une dépense de vingt millions. Le *Toulonnais* engage le ministère à ne pas reculer devant ces nouveaux sacrifices. Il est si pénible, dit-il, de penser qu'un malencontreux coup de vent peut faire périr corps et biens les nombreux navires qui y sont amarrés dans toutes les saisons.

Ne pourrait-on pas en dire autant du port de Bastia? Il est peu d'années où des coups de vent ne viennent y causer des dommages considérables. Des familles qui n'avaient d'autre fortune que des navires marchands en ont vu les débris dispersés sur la côte. Les bâtiments de l'état qui sont forcés d'y jeter l'ancre n'y sont pas non plus en sûreté contre les orages de mer. Cependant il ne faudrait pas le quart de la somme jugée nécessaire à l'achèvement du môle d'Alger, pour rendre sûr et commode le port de Bastia. Le commerce maritime a pris un tel développement qu'il n'y a plus de place pour les navires venant des ports d'Italie et de Provence. Mais il a toujours été dans les destinées de la France de ne donner qu'une médiocre attention à ce qui la touche de près. On dirait que ses trésors sont réservés pour enrichir des pays étrangers. La restauration les prodiguait en Morée et en Espagne, et la classe si nombreuse des spéculateurs qui de toute part ont afflué sur les rivages de l'ancienne régence, voudrait que le gouvernement actuel y versa à pleines mains les

caisses de l'état. C'est ainsi que les grands intérêts de la France sont presque toujours sacrifiés aux vœux et aux calculs de ceux qui ne voyent que l'accroissement de leur fortune particulière.

TRAVAUX DES MAIRES PENDANT LE MOIS DE JUILLET.

Enfants trouvés. — *Certificat de vie.* — MM. les maires doivent envoyer aux sous-préfets, pour le trimestre écoulé d'avril à juillet, les certificats de vie des enfants trouvés placés en nourrice dans leur commune. Ce certificat doit être donné sur papier timbré et sans frais.

Pensionnaires de la marine. — *Décès.* — MM. les maires doivent également envoyer aux sous-préfets un état des pensionnaires de la marine décédés pendant le même trimestre.

Condamnations de police. — *Extraits.* — Les maires des communes non chef-lieu de canton, qui tiennent le tribunal de simple police, devront aussi, au commencement de juillet, transmettre au procureur du roi un extrait des condamnations à l'emprisonnement rendues par ce tribunal durant le précédent trimestre.

Visa des répertoires. — *Notices des décès.* — La présentation des répertoires au visa des receveurs de l'enregistrement, et la remise au même préposé de la notice des décès, doivent avoir lieu dans les dix premiers jours de juillet.

Garde nationale. — *Conseil de discipline.* — *Exercices et manœuvres.* — C'est aussi dans les premiers jours de juillet que MM. les maires doivent adresser à MM. les préfets, 1° le tableau dressé par le secrétaire des conseils de discipline des jugements rendus par le conseil pendant le trimestre précédent; 2° le compte rendu du nombre des officiers et des sous-officiers qui ont étudié, pendant le trimestre écoulé, les trois écoles comprises dans l'ordonnance du 4 mars 1831.

Officiers de santé. — *Sages-femmes.* — *Herboristes.* — L'inscription des aspirants aux titres de sages-femmes, herboristes et officiers de santé est reçue à la préfecture de chaque département jusqu'au 15 juillet. MM. les maires doivent l'annoncer à leur administrés. Le candidat qui veut requérir cette inscription doit déposer à la préfecture : 1° un extrait de son acte de naissance; 2° son certificat d'études; 3° un certificat de bonnes mœurs à lui délivré par le maire du lieu de sa résidence actuelle, et légalisé par le sous-préfet.

Fabriques d'églises. — *Assemblées.* — Le dimanche 5 juillet, les fabriques d'églises doivent tenir leur troisième assemblée de 1836.

Recrutement. — MM. les maires doivent s'occuper des rectifications que demandent les tableaux de recensement, d'après les mutations survenues depuis que ces tableaux ont été dressés.

Comptabilité communale. — L'exercice, pour les communes justiciables de la cour des comptes, étant clos au 30 juin, MM. les maires doivent, dans le mois de juillet, faire les travaux préparatoires pour la session d'août, à laquelle doit avoir lieu la formation du budget.

Recensement général de la population du royaume. — Une ordonnance royale du 11 mai 1832 porte que les tableaux de la population du royaume qui y sont annexés seront considérés comme seuls authentiques pendant cinq années, à compter du 1^{er} janvier 1832. M. le ministre de l'intérieur a adressé, le 20 avril 1836, à MM. les préfets une circulaire sur un nouveau recensement général à faire pour constater, d'une manière officielle, pendant une autre période quinquennale, la population des communes, des cantons et des départements. M. le ministre annonce que cette opération doit être terminée avant la fin de 1836, époque où l'ordonnance

qui la stationnera devra être rendue. Nous ne reproduirons par l'instruction très longue, elle a été publiée par MM. les préfets dans leur bulletin administratif.

Listes électorales. — C'est le 31 juillet qu'expire le délai dans lequel ceux qui ont acquis les droits électoraux, et qui ne sont pas inscrits sur la liste électorale doivent transmettre aux préfets, soit directement, soit par l'intermédiaire des maires et sous-préfets, les pièces justificatives de leurs droits.

Garde nationale. — *Travail à exécuter en 1836 pour les citoyens mobilisables.* — Aux termes de l'art. 2 de la loi du 19 avril 1832, des rectifications doivent être exécutées, chaque année, au tableau des mobilisables de chaque canton. MM. les maires ont reçu des instructions pour l'exécution de ce travail en 1836. Ceux qui seraient encore en retard doivent envoyer à MM. les sous-préfets :

1° La collection entière des bulletins des mobilisables; 2° une expédition des relevés nominatifs de chacune des six classes des mobilisables; la seconde expédition de ces relevés doit rester déposée dans chaque mairie.

PARIS.

On peut considérer la session de 1836 comme terminée. Les budgets sont votés : la chambre s'est séparée hier sans ajournement fixe, et il ne faut pas supposer que messieurs les députés sacrifieront leur impatience de passer la belle saison dans leurs propriétés, aux pétitions, aux projets de loi d'intérêt local qui réclameraient leur présence à Paris.

L'avoué millionnaire. — Tous les journaux annoncent qu'un avoué du tribunal de première instance de la Seine, M^r Villain, vient de faire un riche héritage. Un de ses oncles qui l'avait institué son légataire universel et qui vient de mourir, lui laissant douze cent mille francs de fortune.

Nouvelle machine infernale. — Dernièrement le commissaire de Saint-Nicolas déposa chez Mme. Belin, aubergiste à Jarville, un paquet qui lui avait été remis à Saint-Nicolas, le même jour, entre deux et trois heures du matin, et dont le port lui avait été payé d'avance par une personne inconnue. Madame Belin dit à sa fille de l'ouvrir : le paquet fut mis sur un buffet, fort heureusement, au lieu d'être placé sur une table. La demoiselle enleva d'abord la toile cirée qui entourait une boîte en bois; ne pouvant l'ouvrir, elle força le couvercle avec un grand couteau. Une forte détonation se fit entendre; Mme. Belin fut blessée à la poitrine dans trois endroits différents, la jeune personne fut atteinte au visage, et reçut dans les joues un lingot; le buffet fut brisé en dessous. Cette machine infernale était faite, dit-on, avec des pistolets.

Les boxeurs et le prince d'Orange. — Le prince d'Orange, qui se trouve à Londres avec ses fils, voulant faire apprécier à ces jeunes princes l'avantage de l'art du boxeur, les a fait assister à un spectacle de ce genre; les fameux Gribb et Olivier ont assaut. Il est inutile d'ajouter que les premières notabilités du royaume assistaient à ce brillant spectacle. On va même jusqu'à dire que l'enthousiasme a été si grand que le prince voyageur a l'intention de profiter de son séjour pour donner un maître pugilat à ses fils.

Charles x et la duchesse de Beira. — On écrit de Gorice, en Illyrie, en date du 4 juin, que le palais ducal de cette ville venait d'être loué pour

la branche aînée des Bourbons. On croit que la duchesse de Beira, qui demeure à Prague, dans le même appartement que Charles x, se rendra ici avec ce prince. La duchesse avait en toujours le projet de venir habiter cette ville avec sa famille.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ESPAGNE.

On écrit de Madrid, 12 juin : La plus grande tranquillité continue à régner. On a commencé la vente des biens nationaux situés tant dans la ville qu'aux environs, et le succès a passé toutes les espérances. Telle propriété estimée à 100 mille réaux s'est vendue 50 mille; presque toutes ont obtenu à l'adjudication, un chiffre triple de celui de la mise à prix.

Arrivée des troupes anglaises. — Le 10, trois bateaux à vapeur anglais avec 1,500 hommes sont arrivés à Saint-Sébastien. Une partie de ces troupes a été envoyée au Passage, où les Anglais font des dispositions comme ne devant pas quitter de sitôt la place. D'autres navires sont en vue du port; ils amènent le complément des troupes attendues par le général Evans.

Ministère Isturiz, Madrid. — Le ministère Isturiz qui devait redresser les torts, venger les injures et hâter toutes les améliorations, ne bouge plus : sa vie officielle se passe en conciliabules avec la régente ou avec le général Cordova qui lui va rejoindre l'armée (si toutefois il hâte). *Procer*, grand d'Espagne de première classe, grand croix pensionné de Charles III, et comte d'Arlaban, si avec des titres si nombreux, on ne termine pas la guerre contre des hommes qui n'ont pas le temps de se faire couvrir de titres et d'honneurs, il faut que l'Espagne renonce à voir des jours meilleurs.

La défaite de Valdés n'aurait pas eu lieu, si, au lieu de faire parader à Madrid les 11,000 hommes destinés par M. Mendizabal à recruter les forces de l'Aragon, de la Calice et de la province de Tolède, on les eût rendus à leur destination; mais le ministère Isturiz n'était pas encore bien assis, et ces troupes devaient au besoin guerroyer dans les rues.

VARIÉTÉS.

LES VOYAGES D'ITALIE

ET

LES EAUX DE CASCIANA.

Tous les médecins qui ont su apprécier les rares propriétés de nos eaux thermales et aciculées s'accordent à dire qu'elles valent bien celles des autres pays. Leur étonnante efficacité attestée annuellement par des guérisons miraculeuses, les faisait rechercher avidement par les dames dont la santé chancelante avait un égal besoin des soins les plus assidus et des secours de l'hygiène. Nous pourrions en citer beaucoup qui, lésées par des infirmités prématurées, avaient dû renoncer, bien qu'à regret, à l'inévitable désir de plaire, désir qui, pour le dire en passant, dévance chez ces natures impressionnables et passionnées, tout ce qui agite le cœur, et ne s'éteint que sous les glaces de la vieillesse. Eh bien! après une rapide immersion dans cette substance liquide, ces dames fanées voyaient renaître, comme par enchantement, toutes les grâces du bel âge. D'autres dont l'appareil digestif était dé-

rangé, n'ont eu besoin que de quelques verres de ces eaux acidulées pour rétablir complètement l'estomac délabré.

Pendant quelques années c'était à qui aurait mieux prouvé ces sources précieuses. On ne tarissait plus sur les éloges qui leur prodiguaient à l'envi, et celles qui leurs devaient la fraîcheur du teint, et les gourmands qui avaient eu le bonheur d'y retremper les voies digestives, car selon la remarque hygiénique de feu le professeur Brillaud-Sauvage, « l'appétit est le plus grand des in- » grats, plus vous faites pour lui, plus il vous » abandonne. » Et, certes, ce ne sera pas l'art culinaire de nos mauvais rotisseurs, qui suppléera aux eaux acidulées d'Orezza, la plus excellente des recettes pour ranimer les goûts éteints de la gastronomie. Elles valent même les pastilles tant vantées, les pastilles prodigieuses de Vichy.

On trouvait fort étrange qu'on préférât des thermes étrangers. Jusque là les baigneurs ne s'étaient guère aperçus de tout ce qui leur manquait aujourd'hui. Jamais on ne les entendit se plaindre de l'absence de ce luxe asiatique qui fait de ces établissements voluptueux le rendez-vous des roués des grandes villes. Les dames ne regrettaient pas davantage tous ces bassins de marbre, ces étuves élégantes, ces essences de rose, ces petits boudoirs où elles vont passer des heures entières au milieu de l'enivrement des sens. Tout ce que l'on y recherchait alors, c'était l'adoucissement ou la cessation d'une douleur aiguë, le retour à une santé florissante et l'usage d'un membre perdu ou paralysé. La décence la plus sévère n'excluait pas les charmes du commerce et les douceurs de la causerie. On s'inquiétait fort peu si un serviteur à la main légère ne venait pas les arroser d'eau chaude ou répandre des parfums sur toutes les parties de leur corps. Si les établissements de Vico et de Fiumorbo n'étaient pas tout le luxe dont brillent ceux de la capitale, on trouvait cependant dans la haute température des eaux et les heureux effets dont leur usage était suivi, une suffisante compensation à toutes les jouissances du sensualisme.

D'où vient donc que nos sources thermales sont tout-à-coup dédaignées par la classe habituelle des Baigneurs ? Pourquoi ne se contentent-elles plus des piscines simples et modestes, à qui plusieurs d'entre elles sont pourtant redevables du bien être physique dont elles jouissent ? Les ingrates ! Comment ont-elles pu oublier si vite tout ce qu'elles leur doivent de force, de santé et de bonheur ? Nous ne voudrions pas nous brouiller avec cette aimable portion de la société corse. Mais les reproches que nous allons leur adresser sont encore un hommage que nous rendons à leur beauté. Nous sommes sûrs qu'elles en seront plus flattées que blessées. Sans cette assurance nous supprimerions ces plaintes légitimes, car nous sommes accoutumés à ne rien placer au dessus de l'amour et de l'estime des dames, qui étaient jusqu'ici le noyau et le charme des cercles de Piedicroce et Pietrapola.

Pourquoi faut-il donc que, laissant derrière elles nos eaux minérales si chaudes, si variées, ces dames se pressent en foule sur le paquebot à vapeur ? A Bastia, la plupart d'entre elles ne s'occupent plus que des préparatifs de ce voyage poétique qui réveille tant d'idées riantes dans les jeunes têtes et rajeunit des souvenirs d'une autre époque dans celles que les années commencent à blanchir. L'exemple entraîne tout ce qui balanceait encore, et les peintures séduisantes que l'on fait des bords de Casciana, font entièrement oublier les vertes ondules d'Orezza et l'efficacité reconnue des thermes de Fiumorbo.

En vérité, on a de la peine à comprendre cet engouement subit pour les eaux de Casciana ! Nous savions que les goûts du beau sexe sont

changeants. Toutefois ce cruel dédain pour des eaux tant vantées et qui pendant plusieurs années successives ont rassemblé au tour de leurs sources tout ce que le pays offre de dames aimables et de fashionables brillants, a de quoi nous étonner. Est-ce au bateau à vapeur qu'il faut s'en prendre ? Si cela était, nous serions les premiers à regretter le temps où les lenteurs et les ennuis des longues traversées ne laissaient de choix que entre les eaux de Vico et de Pietrapola.

Aller chercher à grands frais la santé au delà des mers, n'est-ce pas déprécier les sources thermales qui jaillissent dans les sites les plus pittoresques ? n'est-ce pas faire croire aux étrangers qu'il n'y a rien de vrai dans tout ce que nous avons publié de leur supériorité marquée sur les eaux minérales des autres pays ? C'est ainsi, c'est en courant au loin, après des biens que la nature nous a largement départis, que nous contribuons à répandre nous mêmes l'étrange idée que la Corse est déshéritée de tout ce qui attire le voyageur et embellit son séjour.

Des indispositions inconnues ou dissimulées avec soin sont avouées tout à coup aux maris complaisants ou assez simples pour ne pas soupçonner les ruses et les caprices ordinaires de leurs caressantes épouses. Les plus rigides d'entre eux résistent un jour, une semaine ; alors les reproches de cruauté arrivent et ils sont émus. Pourtant ils luttent encore, mais voilà que les convulsions succèdent soudain aux vaines doléances : ce moyen qu'elles tiennent en réserve ne manque jamais. Effrayés par ces subites défaillances, les bons maris courent à la Sous-Préfecture demander, pâles et défaits, le bienheureux passeport. Tandis qu'enchantées du succès de cette scène de mélodrame, leurs aimables compagnes se félicitent en riant, sur un lit où devant une glace, du pouvoir magique de leur larmes factices.

Prenez y garde, Messieurs les maris ! Les dames ne s'arrêtent guère sur la pente facile des plaisirs et des jouissances. Un désir satisfait en fait naître de plus pressants encore. Et puis les sens s'émeuvent si aisément ! Le jour vient où le plaisir n'a plus d'attrait que par sa variété. Nous en avons un exemple sous les yeux. Il y a deux ans, les baigneurs de Fiumorbo et de Vico suffisaient à la mollesse épicurienne du peuple des baigneurs ; des baigneuses. Aujourd'hui on se contente à peine des eaux de Casciana, l'année prochaine on ira plus loin, et qui sait si on se contentera des bords d'Aix-la-Chapelle.

Les eaux de Casciana ont remplacé la fontaine de Jouvence. Bientôt on ne sera admis dans la belle société que tout autant qu'on présentera la déclaration du médecin de l'établissement. Ne vit-on pas sous le règne d'un Roi de France toutes les dames de la cour pousser leur servile singerie jusqu'à simuler la migraine à des intervalles périodiques, parce que la maîtresse de ce monarque enroulé, se plaignait souvent du mal de tête ? Nous avions pensé que ces folles bizarreries n'étaient plus de notre époque. Nous serions-nous trompés en supposant au beau sexe de nos jours des goûts plus nobles et des caractères plus solides ? Puisque il leur faut des diversions agréables aux ennuis du ménage, puisque les soins de la maternité, ou les soucis du cœur, demandent les délicieuses distractions des voyages, il ne nous reste plus qu'à faire des vœux pour qu'elles reviennent bientôt remplir le vide immense que leur départ a laissé dans les cercles, les églises et les promenades. La route que notre aimable ingénieur a tracé le long des bords de la mer, et qui doit la cotoyer dans une étendue de plusieurs centaines de toises, vaut bien, à notre avis, plus d'une allée de la terre ferme. Il ne manque plus au charme et au brillant de ces

promenades, que la présence de celles qui sont si agréablement embellies de leurs grâces et de leurs toilettes toutes françaises, les rives pittoresques de l'Arno.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 22 au 28 juin.

LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota, avec passagers.
TOULON, bateau à vapeur *le Golo*, c. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.
LIVOURNE, mistick *Antonette*, c. Bugliani, avec diverses marchandises.
LIVOURNE, gondole *Misericorde*, cap. Belgodère, avec diverses marchandises.
LIVOURNE, mistick *Conception*, cap. Sisco, avec diverses marchandises.
LIVOURNE, bœuf *St. Antoine*, capit. Stretti, avec diverses marchandises.
PALUDELLA, mistick *Conception*, capit. Bertocci, avec bœuf.
LIVOURNE, gondole *Saint-Joseph*, c. Paoli, avec diverses marchandises.
PINERELLO, mistick *St. Vincent-Ferreri*, c. Ricci, avec bois.
SARDAIGNE, corsaire de l'état sardes *il Lampo*, c. Zucovo.
FIUMORBO, mistick *Saint-Luc*, cap. Bonelli, avec écorce.
LIVOURNE, mistick *Conception*, capit. Loguente, avec diverses marchandises.
AJACCIO, goëlette *Providence*, c. Torsicani, avec blé.
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota, avec passagers.
ROME, goëlette *Deux-Frères*, cap. Tonneri, avec arce pozzolaine.

DÉPARTS

Du 22 au 28 juin.

Pr. TOULON, bateau à vapeur *le Golo*, cap. Valzi, avec dépêches.
MARSEILLE, brick-goëlette *Aristide*, c. Sonti, avec potasse, huile et autres.
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota, en lest.
MARSEILLE, brick-goëlette *Saint-Antoine*, cap. Marinetti, avec huile.
SARDAIGNE, corsaire de l'état sardes *il Lampo*, cap. Zucovo, avec 6 condamnés.
GENES, bœuf *Jésus-Marie*, capit. Bausa, avec myrthe.
PORTO-VECCHIO, bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota, en lest.

ANNONCES ET AVIS.

SIRJO JOHNSON

Bréveté pour guérir les palpitations, les toux, les rhumes, l'asthme et les catarrhes : il calme les nerfs, agit sur le sang et sur les voies urinaires. Dépôt dans les pharmacies de MM. Castelli, à Bonifacio ; Denobili, à Corte ; Giuliardi, à l'île-Rousse.

AUBERGE A OREZZA.

CHARRETTIER, aubergiste, à Bastia, a l'honneur de prévenir les personnes qui se rendent à Orezza, qu'il partira le 25 du mois prochain pour établir un auberge à Piedicroce où l'on sera bien servi et à des prix modérés.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. De l'imprimerie de CESAR FARIANI.

MERCREDI 6 JUILLET 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.

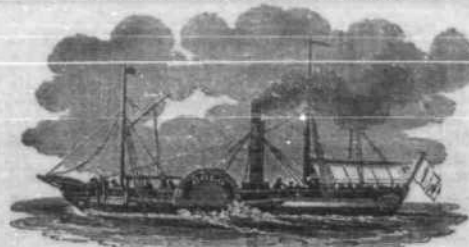
TROISIÈME ANNÉE, N° 86.

ON S'ABONNE A BASTIA
AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

À l'Office-entrepôt de L'ÉCLAIRÉTIER BOURGEOIS
et C^{ie}, rue N. Dame des vicaires N° 18

À la librairie correspondance de Pl. JUSTIN
et C^{ie} Place de la Bourse, N° 8 ; à la correspondance de J. F. PÉCAVIA et C^{ie} rue
Bourbon Villeneuve N° 45, où l'on reçoit
les annonces pour l'ÉCLAIRÉTIER FRANÇAIS.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



CORSE.

ATTENTAT CONTRE LA VIE DU ROI.

Cette fois c'est l'assassin du Roi n'est pas Corse. Nous ne reprodrons pas grâce au Ciel de ce qu'il est né sur la vieille terre de France. Quand on nous envoyait l'amer reproche d'avoir pour compatriote un homme aussi exécrable que Fieschi, nous formions des vœux pour que son nom fût la liste des régicides. Un triste pressentiment nous disait alors, que ces sortes de fanatiques croissent et se forment à l'art périlleux des conspirations, dans une atmosphère plus agitée que celle de la Corse. Le moment serait venu d'user du droit de représaille en renvoyant à la *Gazette de France* et au *Temps* les sarcasmes et les reproches dont ces feuilles nous avaient accablés, mais nous sommes trop bons Français pour imiter leur exemple. Qu'importe le département où l'assassin a reçu le jour ? Au lieu de s'attaquer à son pays natal, il faut plutôt gémir sur l'égarement des passions politiques. C'est en cherchant à répandre l'horreur contre la race des Louches, des Fieschi, que l'on peut servir la France et le trône.

Ces tentatives d'assassinats semblent plutôt appartenir à l'histoire du moyen-âge. Ne dirait-on pas que nous sommes encore au temps affreux de la ligue ? La France si fière de sa civilisation s'est elle tellement familiarisée avec l'idée du régicide, que l'annonce d'un attentat aussi grave n'ait plus la force de la tirer de son apathique indifférence ? Il est difficile de se défendre dans cette pénible réflexion, en voyant avec quelle froide impassibilité les populations du continent s'entretenaient d'un événement qui a failli ouvrir l'abîme des révolutions. Ce n'est pas à nous à rechercher la cause de cette étrange disposition de l'esprit public. Nous nous bornerons à en faire la remarque et à déplorer sincèrement cette alarmante succession d'attentats contre la vie du monarque.

Le Journal libre de la Corse publie, dans son numéro du 2 de ce mois, la lettre qu'un grand nombre, dit-il, d'électeurs, de magistrats, d'avocats, de propriétaires, etc., ont adressé à M. Mottet. Nous croyions savoir que, malgré les efforts de quelques personnes, qui occupent un rang élevé dans la société, ce grand nombre de signataires n'avait pu dépasser la douzaine : c'étaient les amis, les obligés et tous ceux qui aspirent à l'être, de M. Mottet lui-même. Mais

comme, après tout, en publiant la lettre, on s'abstient de publier également les noms de ceux qui l'ont signée, nous ne voudrions pas affirmer que les douze signataires ne se soient élevés à trente et même à quarante. Ces ruses innocentes, qui satisfont l'amour propre de ceux qui les emploient et de ceux en faveur de qui on se les croit permises, ne font de mal à personne. Ce qui est certain, c'est que le mercredi, veille du jour de départ du courrier qui, a porté la dépêche à M. Mottet, des personnes très dignes de foi, que nous pourrions nommer au besoin, ont vu la dépêche même et que le nombre des signataires n'excédait pas celui que nous avons indiqué. Après cela, que ces Messieurs disent être la partie du public qui juge sainement avec calme et sans préventions, nous pouvons le concevoir ; on n'est pas obligé à avoir mauvaise opinion de soi-même ; mais en présence des refus qu'on a essayés en présence des démonstrations éclatantes qui ont eu lieu, et quand l'air retentit encore des acclamations unanimes, qu'une population de 14 mille âmes a fait entendre sur le passage de l'honorable M. Limpérani, on vient se proclamer les interprètes de l'opinion publique, c'est ce qu'il n'est pas permis d'admettre ni de tolérer, et nous croyons pouvoir dire hautement, que pour aller jusqu'à la faire on ne pas se rendre compte de la valeur des mots, ou mentir avec intention, aux autres et à soi-mêmes.

Le journal de la préfecture n'a pas osé faire directement l'éloge de M. Mottet. On voit bien qu'il s'accommoderait fort de cette heureuse concentration de pouvoir, dont la nécessité paraît si bien démontrée aux signataires de l'adresse, que nous sommes bien aises de voir produire, enfin, aux grands jours de la publicité. Mais il ne va pas jusqu'à formuler une opinion nette et précise de la convenance et l'opportunité de donner au système actuel de l'administration plus d'unité et à l'action des lois plus de force. Seulement il est facile de s'apercevoir qu'il verrait avec plaisir le rétablissement de la haute police. Moins timides dans leurs vœux, moins réservés dans leur langage, les rédacteurs de la lettre à M. Mottet s'expriment en ces termes : « Vous avez proposé, Monsieur le député, des mesures salutaires que doivent approuver tous les Corses, amis sincères de leur pays. A leurs yeux et dans leurs pensées les lois préventives et d'ordre public que réclame le député de Vaucluse, seraient un bienfait

pour notre île. Tous ceux qui pensent le contraire seraient donc de mauvais citoyens. La conséquence est logique.

Grâce au Ciel, ce nombre en est fort restreint, car nous lisons dans cette adresse louangeuse que c'est l'opinion publique qui parle par leur voix. Il n'y a que de mauvais esprits qui puissent refuser leur reconnaissante approbation au discours de M. Mottet. Les faits cités par lui sont à la connaissance de tout le monde. Comment dès lors a-t-on pu voir une attaque contre le pays dans le tableau qu'il a tracé de son état matériel et moral ? A-t-on l'intention de desservir un département quand on demande pour lui des vingtaines de millions ?

Nous ne voulons pas rentrer dans cette pénible polémique.

Les efficients défenseurs de M. Mottet ont sans doute de puissantes raisons pour offrir à l'honorable député l'assurance de leur haute considération. Nous dirons même que l'expression de cette vive sympathie nous touche : mais un point sur lequel nous ne pouvons tomber d'accord, c'est que si n'y ait dans le discours de notre procureur-général qu'un seul mot : brève phrase à désavouer. Ce que nous n'admettons pas non plus, c'est qu'ils leur appartienne de s'intituler les organes de l'opinion publique. Ceci ne ressemble pas mal à la harangue du caporal gascon qui, à la tête de quatre conscripts, parlait au nom de toute une armée.

N'aurions-nous pas le droit de leur crier à notre tour, silence aux trente ? Dans quelle autre circonstance ces paroles funestes pourraient-elles trouver une application plus directe ?

Qui donc leur a donné le mandat de parler au nom de la Corse ? Nous avions pensé que dans un gouvernement représentatif, dont l'élection forme la base principale, les conseils municipaux étaient les véritables interprètes des sentiments des populations. Il faut bien que notre opinion ne soit qu'une erreur, puisque les amis de M. Mottet lui mandent : « Que la Corse lui tiendra compte des efforts qu'il fait pour biter la fin » de ses maux et lui préparer les voies d'un heureux avenir. »

S'il en est ainsi, formons des vœux ardents pour que l'honorable procureur-général reste longtemps à la Chambre. Si son puissant protectorat venait à nous manquer, que deviendrait l'ère de prospérité matérielle et morale dont le discours de M. Mottet va doter le pays ? S'il nous retire son patronage nous allons retomber dans tous les maux de l'anarchie. Ne faut-il pas le regarder